

COMITE PERMANENT INTER-ETATS DE
LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE
SAHEL



PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE FOR
DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL

CILSS

INSTITUT DU SAHEL

PROGRAMME MAJEUR POPULATION ET DEVELOPPEMENT
(CERPOD)

*PROJET DE
PLAN 2003-2007*

SIGLES

ACAP	African Census Analysis Project
AGRHYMET	Agro-Hydro-Météorologie
AGROSOC	Programme Majeur de Recherches Agro-Socio-Economiques
ASS	Afrique Subsaharienne
CD-ROM	Compact Disk - Read Only Memory
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CERPOD	Centre d'Etudes et de Recherche sur la Population pour le Développement
CILSS	Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CIPD	Conférence Internationale sur la Population et le Développement
CTG	Comité Technique et de Gestion
DHS	Demographic Health Survey
EAS	Etude d'analyse situationnelle
EDS	Enquêtes démographiques et de santé
EVN	Espérance de vie à la naissance
FESPACO	Festival Panafricain du Cinéma de Ouagadougou
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
IEC	Information, Education, Communication
IIASA	International Institute for Applied Systems Analysis
INSAH	Institut du Sahel
LU/LC	Land Use/Land Cover
MUAO	Migrations et Urbanisation en Afrique de l'Ouest
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAIP	Programme d'Actions et d'Investissements Prioritaires en matière de Population
PAO	Programme d'Action de Ouagadougou
PERN	Population, Environment Research Network
PIB	Produit Intérieur Brut
PIP	Programme d'Investissements Prioritaires
PMA	Pays les moins avancés
PMPD	Programme Majeur Population Développement
PNLS	Programme National de Lutte contre le Sida
REDDA	Réseau pour l'Environnement et le Développement Durable en Afrique
REMUAO	Réseau d'Enquêtes Migrations et Urbanisation en Afrique de l'Ouest
RO	Recherche Opérationnelle
SEDOCIS	Section de documentation de l'INSAH
SIDA	Syndrome Immuno-Déficient Acquis
SID/SISEI	Système d'Information sur la Désertification et de Suivi de l'Environnement sur Internet
SIG	Système d'Information Géographique
SIS	Système d'Information Sanitaire
SISEI-AO	Système d'Information du Suivi de l'Environnement International en Afrique de l'Ouest
SR/PF	Santé de la Reproduction/Planification Familiale

TFGI	The Futures Group International
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
UORC	Unité Opérationnelle Renforcement des Capacités
UORP	Unité Opérationnelle Recherche en Population
UOPP	Unité Opérationnelle Programmes et Politiques
USAID	United States Agency for International Development
VIH/SIDA	Virus Immuno-Déficience Humaine/Syndrome Immuno-Déficient Acquis

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION :	5
2. LES ACQUIS DU CERPOD :	9
2.1. LES PRINCIPALES ETUDES ET RECHERCHES CONDUITES :	10
2.1.1. Migration et urbanisation :	10
2.1.2. Intégration des variables démographiques dans la planification économique et sociale :	10
2.1.3. Santé :	11
2.1.4. Genre et développement :	13
2.1.5. Population environnement et développement :	14
2.1.6. Collecte et analyse des données :	15
2.2. LES INFORMATIONS SOCIO-DEMOGRAPHIQUES ET ECONOMIQUES :	16
2.3. LES COMPETENCES DU CERPOD / INSAH :	17
3. PRINCIPALES ORIENTATIONS :	18
4. CADRE LOGIQUE DU PROGRAMME :	19
4.1. L'objectif opérationnel à l'horizon 2007 :	20
4.2. R1. Développement humain durable :	21
4.3. R2. Population et Gestion des Ressources Naturelles :	24
4.4. R2. Renforcement institutionnel :	28
4.5. R3. Politiques de population et Lutte contre la pauvreté :	34
4.6. R1. CATALOGUE DES ACTIVITES, PLAN D'OPERATION 2003-2007 :	44
4.7. R2. CATALOGUE DES ACTIVITES, PLAN D'OPERATION 2003-2007 :	45
4.8. R3. CATALOGUE DES ACTIVITES, PLAN D'OPERATION 2003-2007 :	46
4.9. M. CATALOGUE DES ACTIVITES, PLAN D'OPERATION 2003-2007 :	47
4.10. Besoins de financement 2003-2007 :	48
5. MODALITES DE MISE EN OEUVRE :	49
5.1. ASPECTS TECHNIQUES:	49
5.2. ASPECTS ORGANISATIONNELS:	49
5.3. ASPECTS FINANCIERS:	49
6. ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS :	50

1. CONTEXTE

Au seuil de ce troisième millénaire, les conditions des populations sahéliennes restent des plus précaires. Ces populations sont encore exposées à une forte morbidité et à des niveaux de mortalité intolérables. La malnutrition, l'analphabétisme, le sous emploi et le chômage, les conditions précaires de logement, la dégradation de l'environnement continuent à prélever un lourd tribut au sein des populations et à hypothéquer sérieusement l'avenir des sociétés sahéliennes.

L'indicateur du développement humain (IDH), malgré les défauts liés à son caractère composite, rend assez bien compte de la précarité des conditions de vie des populations sahéliennes. L'ensemble des pays membres du CILSS exhibent de très faibles niveaux de cet indicateur. Avec une valeur de 0,677¹, le pays le mieux classé, le Cap Vert, occupe le 106^{ème} rang sur 174 pays. C'est le seul pays à être classé dans le groupe des pays à développement humain moyen. Tous les autres, avec une valeur comprise entre 0,412 et 0,291, sont classés parmi les trente derniers si ce n'est dans les dix derniers.

Un avenir peu reluisant pour les enfants et les jeunes

En raison des niveaux de fécondité très élevés, les populations sahéliennes sont caractérisées par leur extrême jeunesse. Environ 63% de la population, soit près de deux sahéliens sur trois, sont âgés de moins de 25 ans. En raison de l'ampleur des besoins actuels et futurs correspondants, cet indicateur interpelle les décideurs, les planificateurs, les économistes. Cette frange jeune de la population peut être subdivisée en plusieurs sous-groupes.

Le groupe 0-4 ans a souvent retenu l'attention des démographes, des épidémiologues et des médecins. Son importance relative dans la population est essentiellement due au niveau élevé de la fécondité de la population. Entre un sahélien sur cinq et un sur six selon les pays sont âgés de moins de 5 ans. Le niveau de mortalité infanto-juvénile explique en bonne partie le niveau de l'espérance de vie à la naissance, indicateur qui constitue, avec le niveau d'instruction et le niveau de vie, les trois éléments de l'IDH. Une baisse importante des niveaux de mortalité infanto-juvénile entraînerait une augmentation sensible de l'espérance de vie à la naissance et par conséquent une amélioration sensible du score de développement humain. L'investissement dans la santé de cette frange de la population par l'Etat mais aussi par les ménages, se traduirait au delà de l'augmentation mécanique de l'IDH par une meilleure productivité dans la vie scolaire et professionnelle future de ces jeunes.

Le groupe d'âge 5-14 ans correspond aux enfants d'âge scolaire dont la formation générale et professionnelle conditionnera la compétitivité future des économies nationales. Aucune nation ne peut peser de manière significative sur ce marché en gardant la majorité de ses enfants en dehors de l'école. Encore une fois en raison du niveau de fécondité élevé, cette population, qui doit être prise en charge par la population active est très importante dans les sociétés sahéliennes. Entre 24% et 30% des populations sahéliennes sont dans ce groupe d'âge.

¹ La valeur maximale théorique de l'IDH est 1. Pour l'année 1999 le Canada occupait le premier rang avec 0,929 et le Niger le 173^{ème} rang avec 0,291.

Les problèmes de prise en charge des adolescents et jeunes adultes sont plus nombreux et interpellent les acteurs de plusieurs secteurs économiques et sociaux. Il s'agit d'une tranche de la vie de l'homme qui est particulièrement délicate au Sahel en ce début du troisième millénaire. Cette période constitue la transition de l'enfance à l'âge adulte. Toutefois, cette transition est rendue difficile par une multitude de facteurs parmi lesquels on peut citer ceux qui suivent:

- l'exclusion d'un très grand nombre d'enfants du système éducatif,
- la crise durable des systèmes éducatifs,
- les difficultés d'insertion dans le marché du travail,
- les difficultés des jeunes adultes à fonder un foyer,
- l'exposition aux IST et particulièrement au VIH/SIDA,
- l'absence de loisirs sains.

La baisse du niveau de mortalité ne passe pas uniquement par une amélioration des services de santé comme il ressort du modèle de Mosley et Chen, mais également par la prise en charge de certains facteurs par les populations elles-mêmes. Parmi ces facteurs, les comportements des populations.

Des femmes encore victimes d'injustice sociale et économique

Les conditions d'existence, la situation et statut social de la femme sahélienne ne correspondent pas actuellement aux ambitions proclamées par les Etats du CILSS en matière de développement.

Dans le domaine de l'alphabétisation, les écarts entre garçons et filles, entre hommes et femmes demeurent élevés:

- ✓ 19% des femmes sahéliennes âgées de 15 ans et plus, contre 41% des hommes de la même tranche savent lire et écrire
- ✓ la part des filles dans l'enseignement élémentaire était de 36% contre 64% pour les garçons au Niger, en 1995. Au Tchad les étudiantes représentaient 2% des effectifs de l'Université de Ndjaména, en 1992/93.

Les femmes et les filles continuent d'être victimes de pratiques discriminatoires ou néfastes comme les mariages précoces et les mutilations génitales qui concernent dans certains pays plus de 60% des femmes. La non ratification par certains Etats de toutes les conventions concernant les discriminations faites aux femmes, l'inexistence d'un Code de la famille dans certains pays, constituent autant de facteurs pouvant empêcher une amélioration sensible du statut de la femme sahélienne.

La malnutrition est encore persistante et souvent en hausse en dépit de l'absence de crise alimentaire majeure

Les niveaux de malnutrition appréciés par le retard de croissance ou par l'insuffisance pondérale sont très élevés au Sahel. Dans la plupart des pays, plus du tiers des enfants de moins de 5 ans à près de la moitié sont classés comme souffrant de malnutrition. On note même une tendance à l'augmentation du niveau de la malnutrition. Pour le Mali et le Niger

pour lesquels nous disposons de données fiables, les niveaux de malnutrition chronique ou aiguë ont augmenté de façon importante entre 1987 et 1992 pour le premier et entre 1992 et 1998 pour le second. Pourtant, les productions céréalières ne se sont pas effondrées au cours de cette période. Ainsi les résultats de l'Atlas Population et Environnement mettent en évidence, à l'échelle des régions administratives, la corrélation de niveaux élevés de malnutrition, d'une part, et d'autre part, d'une moindre vulnérabilité des populations, si l'on considère les disponibilités issues de leur production agricole toutes spéculations confondues.

La couverture sanitaire reste encore insuffisante

Les ratios de couverture sanitaire sont de : 1 médecin pour 62 606 habitants et 1 infirmier pour 8 119 habitants au Niger ; 1 médecin pour 29 250 habitants et 1 infirmier pour 8 143 habitants au Burkina Faso, alors que les normes de l'OMS sont de 1 médecin pour 10 000 habitants et 1 infirmier pour 5 000 habitants ; 68% de la population rurale du Niger n'ont pas accès aux services de santé, puisque vivant dans un rayon de plus de 5km par rapport à une infrastructure sanitaire. Entre 1983 et 1993, seuls 15% des naissances vivantes étaient suivies par un personnel médical au Niger, 27% en Guinée Bissau et 46% au Sénégal.

La couverture vaccinale des enfants est encore faible

Pour la période 1990-93 le pourcentage des enfants vaccinés contre la rougeole était de 19% au Tchad, 20% au Niger, 70% au Burkina Faso.

La prévalence contraceptive moderne est encore faible dans le Sahel

La moyenne sahélienne qui est de 3,7 pour cent contre 17 pour cent pour l'ensemble de l'Afrique cache de profondes différences entre pays. Par exemple, la Mauritanie, le Niger, et le Tchad, ont une prévalence inférieure à 3 pour cent, tandis que le Cap Vert avait un taux de prévalence contraceptive de 18,5 pour cent en 1995.

Prévalence élevée du VIH/SIDA dans certains pays et sous-population

La progression du Sida dans la sous région est rapide, même si les niveaux restent inférieurs à ceux de l'Afrique centrale et orientale: ainsi en 1993, le nombre de cas de sida était de 0,5 pour 100 000 habitants en Mauritanie, 1,4 au Niger, 18,7 au Cap Vert, contre 86 au Zimbabwe et 239,3 en Zambie.

Une base de ressources naturelles très étroite et soumise à de fortes pressions anthropiques

A l'exception de la Mauritanie, les économies sahéliennes sont surtout basées sur l'agriculture. Or celle-ci demeure très peu productive. En effet, l'amélioration constatée de ses capacités de réponse aux signaux du marché (incitations diverses, demande de nouveaux produits) repose, avant tout, sur une accentuation de sa nature minière. Outre leur forte dépendance vis-à-vis de la pluviométrie et de la force de travail humaine, les systèmes de production agricoles utilisent les ressources naturelles (terres, forêts) à un rythme supérieur à celui de leur régénération. De sorte que les augmentations de production constatées au cours de la dernière décennie, sont surtout dues à une augmentation des superficies cultivées et à une utilisation marginale, sinon nulle, d'intrants industriels, en dehors des cultures destinées au marché international (le coton notamment). Or, la base de ressources en terres est très étroite dans la plupart des pays. La terre arable ne représente en moyenne, que 3,3 % de la

superficie totale des pays membres du CILSS. Cette proportion se situe entre près de 10 % (Cap-Vert, Guinée Bissau) et 12 % (Burkina Faso, Gambie) dans les pays à faible superficie. Le pays qui dispose de la meilleure dotation en terres - le Sénégal, culmine à plus de 25 %. Cependant, quelle que soit la dotation relative du pays, la croissance rapide de la population, les faibles niveaux d'une pluviométrie à forte variabilité annuelle et spatiale, les coûts élevés des opérations d'irrigation, et les niveaux actuels de dégradation des sols empêchent la valorisation optimale de ses ressources en terres.

Les prélèvements opérés par les troupeaux, l'emprise agricole et la coupe de bois chauffe pour satisfaire les besoins croissants des populations, excèdent de plus en plus les capacités de régénération des ressources végétales et du sol. La ressource ligneuse est la principale source d'énergie domestique : de 70 % au Niger à plus de 80 % dans les autres pays. Le déficit de la production de la biomasse végétale par rapport à la seule demande en bois de chauffe a été multiplié par quatre durant les années 80. Il s'est probablement accentué depuis lors eu égard à la raréfaction de la ressource et à la croissance des besoins en dépit des programmes d'économie d'énergie ou d'énergie alternative mis en œuvre. En conjonction avec les abattages, les pratiques agricoles inadaptées et l'emprise progressive de l'agriculture, contribuent à la destruction des rares réserves forestières encore existantes. La dégradation rapide du couvert végétal, y compris dans les massifs du Fuuta Jalon « château d'eau » de l'Afrique de l'Ouest, réduit le bilan hydrique et accélère la stérilisation des sols. Cela se traduit par une diminution, de l'ordre de 3 % par an, de la fertilité des terres sous cultures traditionnelles.

Des difficultés d'insertion en milieu urbain

Durant les deux premières décennies post-indépendance, les politiques de développement ont largement bénéficié aux villes au détriment du milieu rural. Depuis lors, la correction dudit « biais urbain » grâce à des réformes de structure (libéralisation des prix et des échanges intérieurs et extérieurs, ajustements monétaires) et à une réorientation des politiques d'investissement public en faveur des infrastructures de base et des services sociaux, a contribué, dans plusieurs pays, à la réduction des disparités entre les villes et le milieu rural. Mais, pour autant, à de très rares exceptions près, les principaux centres urbains n'ont pas, encore, eu les effets d'entraînement attendus sur la production intérieure, la production agricole notamment. On peut penser que la cause fondamentale de la faiblesse de cette articulation structurelle des systèmes de vie urbain et rural, provient du fait que la pauvreté de masse s'est étendue aux villes, où le repli, sinon le désengagement, de l'Etat de la plupart des sphères de la vie urbaine (emploi, santé, éducation, assainissement) se traduit pour les citoyens par la nécessité de développer des stratégies au niveau micro (individus) et méso (ménage et réseaux) de la vie sociale.

Des villes menacées par les déchets et la pollution

Les grandes villes du Sahel croulent sous les ordures et l'harmattan y conjugue désormais ses effets saisonniers aux volumes croissants des fumées et des gaz d'échappement que les véhicules motorisés y émettent tout au long de l'année. Croissance rapide de la demande en biens et services, crise financière structurelle des administrations centrales et municipales et fragilisation des unités industrielles, tous ces facteurs ont contribué à réduire les capacités de réponse des sociétés sahéniennes aux impératifs de la gestion environnementale urbaine.

La pollution atmosphérique résulte de la concentration dans l'air, des émissions de particules (poussières, micro-particules), de divers gaz (dont le monoxyde de carbone, le dioxyde de soufre) et de métaux lourds émis lors de la combustion du bois de feu et du carburant automobile. Le premier facteur demeure donc la principale source d'énergie non seulement des ménages, mais aussi de maintes activités artisanales. Quant au trafic motorisé, il tend à se développer à un rythme annuel d'au moins 5 % depuis le début des années 1990, en réponse aux besoins de mobilité des citadins. L'étalement croissant des villes entraîne, de surcroît, une augmentation des distances moyennes parcourues et, par conséquent, des émissions par tête. Certains de ces polluants, tels que les métaux lourds dont le plomb, ont des effets précoces (sur le fœtus par exemple) et ont un caractère bio-accumulable dans l'environnement (sols, eaux). Aussi est-il fort probable que, outre les maladies respiratoires, la pollution de l'air par le trafic motorisé, est déjà à l'origine de problèmes majeurs de santé publique tels que le saturnisme chez l'enfant qui se traduisent par des troubles de la psychomotricité et une réduction sensible du quotient intellectuel chez l'enfant. L'aboutissement des initiatives en cours pour l'élimination du plomb dans l'essence, permettrait seulement de réduire ces risques pour les enfants dans le futur. En effet, la menace perdurerait du fait du contact direct avec le plomb accumulé dans les sols des habitats mais surtout de la contamination des végétaux par le plomb accumulé dans les sols de l'agriculture intra et péri-urbaine.

Le constat est général du faible niveau d'accès aux services de base tels que les branchements aux réseaux d'eau. Hormis les anciens quartiers tramés, l'accès aux services d'assainissement est très marginal. Dans le cas des pays du Sahel côtier, où les taux de raccordement sont nettement plus élevés, la surexploitation des nappes souterraines a été d'autant plus forte que la sécheresse et l'expansion urbaine ont modifié les conditions de leur ré-alimentation. La ville est allée chercher son eau de plus en plus loin. D'où un des facteurs de renchérissement du coût de l'eau et de sa raréfaction pour les plus démunis des citadins. Dans le Sahel continental, la source d'approvisionnement en eau la plus fréquente est le puits situé dans la concession. L'eau y est parfois contaminée par les infiltrations des eaux-vannes, ou par les nitrates et les nitrites provenant des fosses septiques, des équipements de commodité ou du mauvais drainage des eaux pluviales. La question de la qualité de l'eau est d'autant plus actuelle que les usines ne disposent d'aucun procédé de pré-traitement de leurs eaux usées pour en réduire la toxicité à défaut de l'éliminer.

2. LES ACQUIS DU CERPOD

Les questions relatives aux aspects humains du développement et à la situation démographique du Sahel sont présentes dans les préoccupations du CILSS depuis sa création en 1973. Cette prise de conscience de l'importance des interrelations population-développement s'est traduite très tôt par la mise en place en 1978, au sein de l'Institut du Sahel (INSAH) chargé de coordonner, harmoniser et promouvoir les actions de recherche agro-socio-économique et sur la population et le développement, de l'Unité Socioéconomique (USED). Elle a été transformée en 1988 en Centre d'Etudes et de Recherche sur la Population pour le Développement (CERPOD), puis en Programme Majeur Population/Développement avec toujours le label « CERPOD » après la restructuration du CILSS en 1994.

L'USED-CERPOD, au cours des vingt dernières années a pu mener à bien plusieurs activités d'études et de recherche dont l'objectif principal est d'améliorer la connaissance des populations sahéliennes. Cette connaissance a porté principalement sur les mesures des

niveaux des phénomènes démographiques, sociaux et économiques ainsi qu'à leur interrelations. La plupart de ces recherches peuvent être classées selon les thèmes qui suivent:

- Migration et urbanisation
- Intégration des variables démographiques dans la planification économique et sociale
- Santé
- Genre et développement
- Population environnement et développement
- Collecte et analyse des données

2.1 Les principales études et recherches conduites

2.1.1 Migration et urbanisation

Urbanisation, insertion professionnelle, résidentielle et matrimoniale

Les travaux réalisés par le CERPOD dans le cadre du premier programme quinquennal 1988-92 à travers le Réseau de Recherche sur les Migrations et l'Urbanisation dans le Sahel (MUSAH) ont permis de mesurer les niveaux et les tendances du phénomène dans chacun des 9 pays. Ces niveaux et tendances ont été confirmés ou infirmés par les enquêtes de 1993 dans les pays qui ont pris part au REMUAO. En dehors de ces études, très peu d'analyses furent effectuées sur les processus d'urbanisation (causes, conséquences et dynamiques urbaines) en rapport avec la pauvreté et la sécurité alimentaire au Sahel. Trois études sont à citer en exception. La première est l'étude réalisée en 1992 à Bamako sur l'insertion résidentielle, professionnelle et matrimoniale des migrants et des non migrants. Cette étude, tout en procurant des résultats importants à partir de méthodologie de pointe (biographies individuelles), ne questionne pas ces processus en rapport avec les aspects préoccupants du développement urbain (gestion des infrastructures, les conditions de vie des ménages, environnement urbain, etc.). La seconde étude, celle réalisée au Burkina Faso 2000 a été plus innovatrice en intégrant la dimension environnementale. La troisième étude porte sur le système de vie des ménages urbains à Bamako. Elle aborde différents aspects de vie des ménages y compris l'environnement l'insalubrité ou encore l'accès au crédit. Elle utilise le système d'informations géographiques.

En dépit de ces quelques lacunes, les acquis méthodologiques en terme d'analyse des processus urbains et d'insertion sont appréciables. Le CERPOD a organisé en mai 1995, une concertation régionale avec l'appui financier du FNUAP. Cette concertation a permis de tracer les contours d'un cadre innovateur d'intervention en milieu urbain sahélien et ouest-africain de manière générale. Fort de ces acquis, le CERPOD a créé en octobre 1995 un réseau de recherche sur les conditions d'insertion dans les villes de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Mais ce projet n'a pu se réaliser par manque de financement..

2.1.2 Intégration des variables démographiques dans la planification économique et sociale

Au cours de la période 1989-1994, le CERPOD a conduit des monographies nationales et une synthèse régionale des expériences de traitement de l'information socio-démographique dans les exercices de planification nationale, sectorielle et régionale menées par les pays membres du CILSS depuis l'indépendance. Cette étude a différencié les approches de planification

selon qu'elles consistent en une démarche d'adaptation au changement démographique, ou qu'elles tendent à promouvoir une stratégie intégrée de traitement des problèmes de population et de développement.

Dans le premier cas, il s'agit d'une simple prise en compte de l'information socio-démographique conçue comme un ensemble d'indicateurs de situation, de ratios de services et de taux de couverture. Dans le second cas, en revanche, les facteurs socio-démographiques sont traités comme des éléments endogènes du processus de développement. L'intervention du 'gestionnaire du développement' doit alors porter sur les éléments nodaux, les interactions positives, porteuses d'une dynamique de transformation. Les principales contraintes identifiées à l'adoption d'une telle démarche consistait en la disponibilité de : 1) un cadre conceptuel suffisamment compréhensif pour les différents horizons de planification; 2) des procédures et outils (logiciels notamment) opérationnels pour l'intégration ; 3) un cadre institutionnel adéquat.

Le PMPD-CERPOD a œuvré, depuis lors, à aider à lever ces contraintes à travers ces activités de recherche en santé, scolarisation, population et environnement, et à travers le développement, l'application et/ou la dissémination de modèles informatiques d'intégration tels que INTEGRA, PAGE et SPECTRUM et la promotion de l'outil SIG pour prendre en compte la dimension spatiale. La formation à la conduite d'applications ainsi qu'à l'utilisation de ces outils a été également conduite.

Un autre outil d'intégration des variables démographiques dans la planification du développement au Sahel a été l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi – évaluation de politiques de population. En 2001, excepté la Guinée Bissau tous les pays du CILSS sont officiellement dotés de politiques explicites de population à des fins de développement économique et social. Ces politiques ont été conçues comme des stratégies de lutte contre la pauvreté et de recherche d'un développement humain durable. Elles ont été opérationnalisées à travers des plans ou programmes d'action et d'investissements prioritaires (PAIP) en matière de population qui ont fait l'objet de Table Ronde des Bailleurs de Fonds dans certains pays pour réunir les financements requis pour leur mise en œuvre. Des cadres institutionnels de coordination des politiques et programmes de population ont été mis en place pour suivre, évaluer et coordonner les activités de mise en œuvre des politiques de population. Le programme d'action de Ouagadougou adopté à l'issue de la première conférence des Ministres du CILSS chargés de la population en octobre 1997 sert de cadre de référence, d'action et de coopération en matière de population et développement durable pour les pays du CILSS.

2.1.3 Santé

Observatoire de population de Kolondièba (Mali)

L'observatoire a été créé en 1997 pour pallier aux insuffisances d'informations fiables dans les pays sahéliens pour permettre aux chercheurs et prestataires de services dans le domaine de la santé et du développement d'étudier les facteurs qui influent sur les changements de comportements favorables à la santé. De façon spécifique, les objectifs suivants sont visés:

- Etudier le processus d'adoption de comportements favorables à la santé;
- Développer un système de collecte sur échantillon;
- Etudier la généralisation du système de collecte à l'ensemble de la zone d'intervention;
- Offrir une base de données fiable pour les chercheurs.

Parmi les acquis on peut noter la synthèse méthodologique "L'observatoire de population de Kolondieba : présentation et perspectives". Ce document technique constitue en quelque sorte la mémoire de l'observatoire. Il pourra servir de guide aux institutions et chercheurs de la sous-région désireux de créer des observatoires de population. En termes de développement des capacités, le CERPOD dispose d'une expertise en matière de collecte et de saisie de données longitudinales qui pourrait être utilisée ailleurs. Le rapport de l'enquête de base en cours de finalisation fournira entre autres, des informations précieuses sur les niveaux de la mortalité, de la fécondité, des migrations, d'utilisation de la planification familiale, des soins prénatals et accouchements, de la scolarisation et de l'alphabétisation dans la zone d'étude. L'exploitation des données trimestrielles permettra en outre d'examiner les tendances au niveau des différents indicateurs. Il s'agira d'analyser les inter-relations et de déterminer parmi les diverses caractéristiques au niveau du village, du ménage et de l'individu quels facteurs peuvent mieux expliquer les tendances observées dans les résultats en matière de santé. Ce type d'analyse est très utile aux planificateurs et évaluateurs de programmes qui veulent mesurer l'impact intersectoriel de leurs programmes. On pourrait chercher à savoir par exemple, si les femmes suivant des cours d'alphabétisation sont plus susceptibles d'utiliser la PF ou de rechercher un traitement pour leurs enfants malades, ou si les enfants d'un ménage possédant un jardin maraîcher sont en fait mieux nourris, ou si la présence d'une école communautaire influence l'âge au premier mariage pour les filles ou le comportement en matière de santé des parents, etc.

Etudes dans le domaine de la santé de la reproduction

Les études sur la santé de la reproduction sont, avec les migrations, celles dans lesquelles le PMPD-CERPOD a le plus investi. Il a conduit d'importants programmes de recherche au cours des deux dernières décennies. Il s'agit des enquêtes sur la mortalité infantile dans le Sahel (EMIS) avec des volets relatifs à la santé de la mère et de l'enfant (en 1984-1985) ; de celles sur les déterminants proches de la fécondité (1983-84); de la première enquête démographique et de santé (EDS) au Mali (1987); des enquêtes sur la santé de la reproduction des adolescents dans le Sahel (1994), au Mali et au Burkina Faso (1997/1998) ; des analyses situationnelles sur le VIH/SIDA dans les pays du Cilss (1997); enquêtes sur les considérations sociales de l'avortement provoqué à Bamako (1999) ; L'Impact de la planification familiale sur la vie des femmes à Bamako (1999). A ces activités de recherche s'ajoutent des volets de dissémination de résultats tout aussi important à travers les publications scientifiques, les publications digestes pour les décideurs, le transfert de compétences et de méthodologies aux institutions nationales partenaires et aux chercheurs sahéliens et non sahéliens (étudiants, universitaires en sabbatiques, boursiers post-doctoraux).

Etude sur les Emissions de Plomb et la Santé maternelle et Infantile en Milieu Urbain

A travers une étude pilote, le PMPD-CERPOD a pu appliquer à des données d'enquête sur la consommation des ménages urbains, une méthodologie destinée à : 1) estimer les émissions de plomb résultant du transport motorisé des ménages ; 2) analyser les facteurs déterminants de cette forme de mobilité quotidienne des ménages et leurs effets spécifiques sur la formation des émissions ; et enfin, 3) évaluer le risque potentiel pour la santé des groupes les plus vulnérables (femmes, enfants) à ce métal lourd particulièrement handicapant.

Conduite en collaboration avec AFRISTAT, cette étude pilote a été réalisée à partir des données de l'Enquête UEMOA 1996 auprès des ménages de Bamako et de Ouagadougou.

2.1.4 Genre et développement

Enquête sur la scolarisation

En dépit des efforts consentis pour développer l'offre scolaire, la fréquentation de l'école est encore loin de concerner tous les enfants en âge d'être scolarisés dans de nombreux pays du Sahel. L'insuffisance de l'offre scolaire et le manque de moyens financiers, ne permettent d'expliquer seuls la faible scolarisation. Le processus de scolarisation se révèle complexe, référant à une multiplicité de facteurs d'ordre à la fois économique, politique, démographique, social, culturel et religieux.

Au delà du constat général d'une sous-scolarisation rurale et féminine, on sait encore peu de choses sur les pratiques scolaires des familles sahéliennes: quel(s) enfant(s) scolarise-t-on au sein des ménages ? Comment agissent des facteurs tels que le statut familial des enfants, les caractéristiques des chefs de ménages, leurs conditions d'habitat, le besoin de main-d'œuvre à des fins domestiques et productives ? Quelle est l'importance réelle de la contrainte financière au niveau des familles ? Ces questions, qui renvoient aux aspects complexes de la demande d'éducation, échappent largement aux statistiques scolaires. Ces aspects doivent toutefois être pris en compte afin de lever les obstacles à la scolarisation des enfants.

Dans ce contexte, le Programme Population et Développement au Sahel (PPDS-2)², qui associe le PMPD-CERPOD et l'Université de Montréal, a réalisé au Mali une importante recherche action sur la dynamique familiale et l'éducation des enfants. Cette recherche a porté notamment sur le recueil de biographies d'enfants et de leurs parents. La méthode des biographies intègre la dimension temporelle. Elle permet de ce fait des analyses plus dynamiques des processus de scolarisation. Elle conduit à l'élaboration d'indicateurs qui intègrent des dimensions de la demande scolaire absentes des indicateurs classiques. Ces nouveaux indicateurs représenteront des outils importants d'aide à la planification et à la prise de décision pour les intervenants du secteur de l'éducation et des autres acteurs du développement social.

Genre et développement

La prise en compte spécifique des rapports Hommes / femmes dans le Sahel remonte aux études conduites sous l'USED relatives à la condition juridique et sociale des femmes dans quatre pays membres du Cilss. De manière implicite, les analyses faisant la distinction selon le sexe, constituaient déjà une façon d'intégrer partiellement cette dimension. Cependant, suite aux études sur les conditions juridiques et sociales des femmes, le programme a apporté de l'assistance technique dans de nombreuses activités d'élaboration et de définition de politiques et programmes de promotion de la femmes dans le Sahel. Ainsi, en mars 1989 en collaboration avec l'Association des Juristes Maliennes (AJM) a été organisé un séminaire sur 'la condition juridique de la femme au Mali'. Parmi les contributions du programme à l'élaboration du document de définition d'une politique pour la promotion des femmes, la contribution au processus du Niger en mai 1991, et celle à celui du Burkina Faso en juin 1991 en collaboration avec l'UNIFEM peuvent être mentionnées.

² Le PPDS-2, lancé en 1997, vise l'atteinte d'un meilleur équilibre entre la population et les ressources disponibles au Sahel par l'intégration de la dimension démographique dans les plans de développement nationaux et les programmes d'action des ministères techniques des pays du CILSS.

Fécondité et activités productives des femmes sahéliennes

Cette étude a porté sur les interrelations entre la fécondité et les activités productives des femmes au Burkina Faso, au Cap Vert, au Mali, en Mauritanie et au Sénégal à partir des données de l'enquête mondiale sur la fécondité (EMF) et de celles des Enquêtes Démographiques et de Santé (EDS) ou des Recensements Généraux de la Population et de l'Habitat (RGPH). Cette étude s'intéresse à l'incompatibilité des rôles qui agirait à travers la contraception, la durée et l'intensité de l'allaitement et l'entrée en union. Cette étude montre qu'à l'exception du Cap Vert, il y a aucune association entre l'activité productives des femmes rurales et leur niveau de fécondité. Par contre, les femmes exerçant un emploi salarié en milieu urbain ont des niveaux de fécondité sensiblement inférieur à celui des femmes actives non salariées. Finalement, il ressort de l'étude que la femme sahélienne privilégie son rôle de reproductrice par rapport à son rôle de productrice.

2.1.5 Population environnement et développement

l'Atlas Population et Environnement des pays membres du CILSS

L'Atlas a été une tentative pour fournir une nouvelle perspective sur la vulnérabilité et la durabilité dans une approche multisectorielle des politiques démographiques et d'aménagement du territoire au Sahel. Sa réalisation a été sous-tendue par le souci de valoriser les données sur la répartition spatiale de la population, les migrations et des statistiques agricoles courantes pour effectuer une étude de la vulnérabilité selon les systèmes de production au premier niveau de subdivision administrative. Ainsi, ont été élaborés des indicateurs de productivité de la ressource humaine et de capacités de charge agricole et nutritionnelle à cette échelle au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal. La cartographie de ces indicateurs avec un SIG ; permet d'en faire une présentation plus attractive et plus dynamique. Par ailleurs, il s'agit là d'un exemple d'utilisation 'en laboratoire' d'un modèle développé par le CERPOD – ledit modèle PAGE, pour élaborer quelques indicateurs clés.

Une collaboration plus étroite avec d'autres programmes du CILSS, devrait permettre d'améliorer cet outil dynamique en soutien aux politiques et programmes aux niveaux de la décentralisation les plus fins possibles. Les capacités de traitement et d'analyse de l'information géographique (SIG) développées au sein de l'unité Recherche du CERPOD sont un élément favorable à la collaboration avec le Centre AGRHYMET par exemple.

Les recherches sur la Mobilité quotidienne et la Pollution de l'Air en Milieu Urbain

La mobilité quotidienne dans la ville est le principal défi auquel est confronté tout citoyen. Cependant, compte-tenu de la dégradation manifeste de la qualité de l'air, les coûts environnementaux et sanitaires des déplacements motorisés sont de plus en plus considérés comme probablement très importants et croissants. Or, on ne dispose d'aucune mesure des émissions, sinon de la pollution, et par conséquent de ses impacts.

Face à ce défi, le PMPD-CERPOD a développé et testé, sur le District de Bamako, une méthodologie de recherche pour : 1) générer des facteurs et niveaux d'émission de polluants résultant du transport motorisé; 2) analyser les impacts de la mobilité des ménages sur les émissions. Les résultats de cette étude, qui a surtout utilisé des données d'une enquête de l'UEMOA auprès des ménages (1996), ont été largement diffusés à travers des rencontres ou des conférences organisées par la Banque mondiale, ou un réseau de centres de recherche sur

les Transports et la Pollution de l'Air ³. Cette recherche a trouvé un prolongement à travers l'étude réalisée conjointement avec AFRISTAT sur la Mobilité des Ménages et les Emissions de Plomb à Bamako et à Ouagadougou, le plomb étant apparu comme la menace majeure sur la santé humaine et le polluant sur lequel pouvait également porter les politiques en priorité.

Un module « Déplacement/Transports à Ouagadougou » a été incorporé à l'Enquête sur les Migrations, l'Insertion urbaine et l'Environnement au Burkina Faso, exécutée en collaboration avec l'UDM et l'UERD. Les analyses conduites ont permis une meilleure compréhension de la demande de transports des individus et des ménages de Ouagadougou, des caractéristiques des déplacements dans cette ville. En outre, des modèles ont été conçus et testés pour l'analyse et pour effectuer des projections de la mobilité quotidienne, de la consommation énergétique, et de l'accès au premier moyen de transport motorisé. Des ressources additionnelles permettraient de : 1) approfondir l'analyse des effets de congestion avec la mise au point d'une matrice Origine-Destinations – instrument utiles à l'affinement du plan de déplacements en cours d'élaboration pour la ville de Ouagadougou ; 2) et ; 2) une prospective de la mobilité et des émissions sur la base des analyses. Les mêmes thèmes d'analyse peuvent être retenus pour l'énergie domestique. Ces modèles prendraient en compte l'incidence des transitions matrimoniale, professionnelle et résidentielle analysées à partir des données rétrospectives (biographies) sur les quarante dernières années au niveau individuel ou du ménage.

2.1.6 Collecte et analyse des données

Profils démographiques et socio-économiques des pays sahéliens

Par le passé, le CERPOD a surtout mis l'accent sur la connaissance des niveaux des indicateurs démographiques et socio-économiques des pays du Sahel, selon les dernières statistiques disponibles. Ces statistiques ont été présentées sous la forme uniquement d'une affiche murale comportant un peu moins de 40 variables. Tout en poursuivant cette tradition, l'élaboration des profils démographiques et socio-économiques va au-delà de la confection d'un simple tableau, puisqu'il s'agira de produire des tableaux et des analyses sur la dynamique et le niveau actuel des indicateurs dont le nombre dépasse 200. Cette compilation statistique permettra également de valoriser davantage les sources de plus en plus nombreuses de données à caractères démographiques et socioéconomiques (recensements, enquêtes, statistiques sanitaires, agricoles, de l'éducation, etc.). Ces données sont d'ailleurs souvent insuffisamment exploitées ou peu connues. Par ailleurs, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et programmes de population requièrent nécessairement de données démographiques fiables et régulièrement actualisées.

Les profils sont en cours de finalisation par les institutions chargées de la collecte et de l'analyse des données démographiques et autres statistiques, avec l'appui technique du CERPOD. Ces documents mettent à la disposition de divers utilisateurs une gamme assez exhaustive d'indicateurs avec des analyses générales. Les compilations statistiques provenant des d'informations les plus crédibles disponibles (recensements, enquêtes, statistiques officielles des services de santé, de l'éducation, de l'agriculture, etc.), remontent aux années des indépendances. En conséquence, elles permettent de suivre l'évolution, entre autres :

³ Il s'agit notamment d'un réseau coordonné par le National Center of Atmospheric Research (NCAR, USA), de l'Institut de Recherche sur les Transports et leur Sécurité (INRETS, France) et de l'Ecole Polytechnique de Graz (Autriche).

- De l'état de la population (effectifs globaux, par sexe et groupes d'âges, rapports de masculinité, rapport de dépendance, etc.) ;
- De la dynamique de la population et de ses déterminants (croissance de la population, mortalité, natalité, fécondité, nuptialité, migrations, planning familial, etc.) ;
- De la protection sanitaire des femmes enceintes et des enfants (visites prénatales et postnatales, lieux d'accouchement, immunisation des enfants, etc.) ;
- Des statistiques scolaires au primaire (taux de scolarisation, de redoublement, nombre d'élèves par enseignant, etc.) ;
- Des conditions de vie des ménages (accès à l'eau potable, aux soins de santé, à l'information, etc.) ;
- De la situation et de la couverture céréalière de base des populations.

Les profils démographiques et socio-économiques seront élaborés et actualisés à intervalles réguliers pour continuer de rassembler dans un seul document des statistiques diverses, afin de faciliter et d'améliorer l'accès à l'information.

Des affiches murales (data sheet) présentant les principaux indicateurs sont également en cours d'être confectionnées ainsi qu'une banque informatisée d'indicateurs par pays et pour le Sahel. Ces deux produits seront régulièrement mis à jour au niveau des pays et de l'INSAH dans le cadre de la diffusion des informations statistiques.

2.2 Les informations socio-démographiques et économiques

La richesse des informations socio-démographiques et économiques disponibles au CERPOD
En dehors des enquêtes déjà notées, à savoir les enquêtes démographiques et de santé, les enquêtes de surveillance comportementales, le CERPOD dispose de beaucoup d'informations issues des activités des profils socio-démographiques, du réseau migration urbanisation en Afrique de l'Ouest, de l'insertion urbaine, de l'Atlas démo écologique, de l'observatoire de Kolondiéba du Mali, de différentes enquêtes sur la PF et la santé de la reproduction. Ces informations pourraient être mises à la disposition de chercheurs sahéliens qui pourraient bénéficier en cas de besoin de l'appui de chercheurs du CERPOD. Il s'agit dans un premier temps de les analyser qualitativement et quantitativement en vue d'aboutir à une banque intégrée, interactive et utile.

En outre, le CERPOD a développé plusieurs séries de publications dont une revue périodique, et initié des actions à l'endroit des media : prix population et développement des journalistes; prix population et développement aux cinéastes dans le cadre du FESPACO.

En outre, le CERPOD a impulsé la création de réseaux de journalistes en population et développement dont les objectifs sont entre autres, de porter le message sur les questions de population aux décideurs et aux populations.

2.3 Les compétences du CERPOD / INSAH

La diversité des compétences des chercheurs de l'unité Recherche

Le CERPOD dispose de trois démographes, d'un économiste, d'un sociologue et d'un épidémiologiste à l'unité Recherche. Ces chercheurs grâce à l'exécution des plans triennaux 1995-1997 et 1999-2001 ont renforcé leur expertise dans le domaine de la recherche en population et développement. Cette expertise devrait non seulement être mise à profit pour l'élaboration d'un programme quinquennal s'appuyant sur le nouveau cadre stratégique de sécurité alimentaire durable dans une perspective de lutte contre la pauvreté au Sahel ainsi que sur les documents d'orientation et résolutions ayant sanctionné les Conférences ministérielles sur la Population (Ouagadougou, octobre 1997) et sur les Migrations et l'urbanisation (Bamako, novembre 1999).

La capacité d'analyse d'informations issues d'enquêtes socio-démographiques et surtout d'enquête budget consommation

La vocation première de l'unité Recherche n'est pas de concevoir et de conduire des enquêtes démographiques courantes. A quelques exceptions près, les pays ont cette capacité. L'Unité déploie plutôt des efforts pour la valorisation des données socio-démographiques grâce à des exploitations et analyse complémentaires de données existantes. L'unité devrait mener des analyses de données issues des enquêtes budget consommation qui peuvent non seulement mesurer le niveau de pauvreté et éclairer sur les déterminants proches de la vulnérabilité économique des populations sahéliennes.

L'expérience dans la conduite de recherches sur les liens entre population et environnement

Cette expérience a été accumulée tout au long de la décennie écoulée à travers une série d'études, le développement et la dissémination de modèles d'analyse d'impact des facteurs de population (démographie, socio-économique) sur les ressources naturelles ou d'analyse des interrelations de la socio-démographie des ménages, de la qualité de l'air et de la santé en milieu urbain.

L'unité a élaboré un cadre conceptuel et des modèles opérationnels pour l'analyse des interrelations de la démographie et des dimensions environnementales majeures du développement durable (dégradation des terres et désertification, pollution de l'air).

Il s'agit là d'innovations méthodologiques qui sont déjà mises à disposition par le Centre dans le cadre de réseaux dans la sous-région ou au niveau international. Les résultats en sont mis à disposition des structures techniques nationales concernées. Des initiatives sont en cours pour disséminer méthodologies et résultats auprès des structures d'enseignement et de formation professionnelle.

L'expérience dans le développement et la dissémination de modèles informatiques de planification et de plaidoyer ou d'applications de Systèmes d'Information Géographique

A travers l'unité, le CERPOD est également une structure de référence dans le développement et la formation à l'utilisation de modèles de planification en Population et Ressources Humaines développement, de modèles de planification stratégique en Population, Agriculture et Ressources Naturelles, ou de modèles de plaidoyer sur les Impacts Epidémiologiques et Socio-économiques du VIH/SIDA.

Des applications de Systèmes d'Information Géographiques ont permis de développer des modules de planification stratégique pour opérationnaliser des options de politique et programme à un niveau local en intégrant les exigences d'efficacité et d'équité. L'unité a également développé, à travers un Atlas Population et Environnement, une cartographie des capacités de charge des économies régionales de pays sahéliens. Ici, également, la méthodologie utilisée gagnerait à être largement disséminée en raison de la modicité de son coût et de sa robustesse.

L'expérience en matière d'appui aux Politiques et Programmes de Population

En 1988, seul le Sénégal avait adopté une politique explicite de population. Aujourd'hui, un document de politique de population est disponible dans l'ensemble des 9 pays sahéliens, excepté la Guinée-Bissau où le processus est en cours. Les politiques de population ont fait l'objet d'une opérationnalisation dans les pays ayant une politique explicite de population. Ainsi, des plans et programmes d'action pour la mise en oeuvre des politiques de population y ont vu le jour. A tous ces pays, le CERPOD a fourni une assistance modulée en fonction du niveau d'évolution des politiques et programmes de population.

Le programme 1999-2001 a permis de parachever la mise en place et la maintenance d'un logiciel propre de gestion de données de santé de la reproduction y compris la planification familiale (LG/SRPF), dans le secteur public en Mauritanie, au Cap Vert, en Gambie et au Burkina Faso.

Il sera non seulement nécessaire de faire bénéficier les autres pays du CILSS de cette expérience, mais de renforcer également la capacité de gestion des ONG de la sous-région.

Un autre atout à valoriser est l'existence d'un partenariat fort entre le CERPOD et la société civile à travers les canaux de dissémination, vulgarisation et de sensibilisation des populations, que sont les réseaux (ONG, Journalistes, Parlementaires, Communicateurs - Documentalistes) mis en place avec l'appui du Programme Majeur.

3. PRINCIPALES ORIENTATIONS

Les Ministres en charge des questions de population des pays membres du CILSS réunis à Ouagadougou (Burkina Faso) les 16 et 17 octobre 1997 ont adopté le Programme d'Action concernant la Population et le Développement Durable au Sahel dit le Programme d'Action de Ouagadougou (PAO). Ils se sont en outre engagés à prendre des dispositions pour la mise en oeuvre du PAO qui est prioritairement axé entre autres sur :

L'amélioration de l'état général de santé des populations et de la santé de la reproduction ;
L'amélioration du niveau de scolarisation de tous les enfants, des filles en particulier et de celui de l'alphabétisation des adultes, des femmes notamment ;

Le développement et / ou le renforcement des compétences nationales et sous régionales en matière de recherche et d'assistance technique:

- En santé de la Reproduction ;
- Sur les techniques d'Information Education et Communication (IEC) ;
- En Population, Environnement, Développement ;
- En Politiques et programmes de population, avec un accent particulier sur l'approche genre.

De même, les Ministres en charge des questions de migrations et urbanisation des huit pays membres du réseau migrations et urbanisation en Afrique de l'Ouest, élargi aux pays membres du CILSS non membres du réseau (10 pays au total), réunis à Bamako le 5 novembre 1999 (République du Mali), en conférence sur les migrations et l'urbanisation, ont adopté une déclaration qui engage les Etats à :

Accompagner le processus d'urbanisation afin de faire des villes africaines des pôles de développement et des foyers de progrès social ;

Agir sur l'inadéquade répartition géographique de la population par des politiques d'aménagement du territoire et de décentralisation appropriées ;

Faire des villes moyennes de véritables pôles de croissance économique afin de désengorger les grandes villes ;

Mettre en place des projets et programmes de développement du secteur rural, particulièrement dans les zones défavorisées, de manière à atténuer les effets de l'exode rural ;

Porter une attention accrue et soutenue au traitement des contraintes que connaissent les villes africaines afin de leur permettre de jouer pleinement leur rôle dans le développement socio-économique et à faire en sorte qu'elles soient solidaires, tournées vers une vision de l'avenir et adaptées aux institutions nationales et locales ;

Instaurer une réflexion autour des limites ci-dessus adoptées, afin de définir de nouveaux processus et approches coordonnés susceptibles d'être adaptés aux conditions et circonstances propres à chaque société et capables de soutenir la tendance vers une responsabilisation et une participation accrues des populations ;

Mettre en œuvre des mesures tendant à prendre en compte les spécificités des acteurs nouveaux du processus migratoire, en particulier les jeunes et les femmes ;

Prendre toutes les mesures tendant à alléger les formalités administratives liées au retour et à la réinsertion des migrants, à associer les associations de migrants et la société civile aux décisions qui les concernent ;

Doter les structures en charge des questions de migrations et d'urbanisation, d'outils appropriés de communication dont INTERNET ;

Prendre les mesures nécessaires pour faciliter le séjour des migrants et informer, sensibiliser les migrants potentiels, sur les conditions de séjour dans les pays d'accueil et la nécessité pour eux de se conformer à la législation en vigueur dans ces pays ;

Adopter leur législation aux dispositions contenues dans les chartes des organisations sous-régionales auxquelles ils appartiennent (CEDEAO) ;

Prendre en compte les questions de migrations dans les commissions mixtes ;

Mettre en place une politique explicite de migrations .

La Résolution No 5/CM/35/200 de la 35^{ème} session du Conseil des Ministres du CILSS tenue à Bamako les 21 et 22 novembre 2000, engage le Secrétaire Exécutif pour le suivi de la déclaration sur les migrations et urbanisation et la conduite de recherches pertinentes sur le sujet dans les pays membres du CILSS.

4. CADRE LOGIQUE DU PROGRAMME

Objectif politique : Contribuer à assurer l'accès de tous les Sahéliens, à tout moment, aux aliments nécessaires pour mener une vie saine et active à l'horizon 2015 ;

Objectif stratégique du Programme Majeur Population et Développement: Contribuer au renforcement des capacités des acteurs de la sécurité alimentaire et à la promotion d'une bonne gouvernance ;

Dans le cadre de la préparation de son plan triennal 2002-2004, l'Institut du Sahel a eu à évaluer l'exécution du plan 1999-2001. Cette évaluation a été partagée avec les experts des Etats membres. En outre, l'Institut du Sahel a identifié avec ces partenaires les besoins des pays.

Ces différents exercices ont permis au CERPOD, d'élaborer ce projet de plan quinquennal qui retient trois résultats à l'horizon 2015.

R1 : « Les contraintes socio-démographiques et économiques au développement humain durable sont identifiées par les chercheurs sahéliens aux niveaux des ménages et des communautés et, des options sont proposées et promues au niveau des différents acteurs »

R2 : « Les contraintes socio-démographiques et économiques à la gestion rationnelle des ressources naturelles sont identifiées par les chercheurs sahéliens aux niveaux des ménages et des communautés et des options sont proposées et promues au niveau des différents acteurs » ;

R3 : « Les processus de mise en œuvre et de suivi- évaluation des programmes et politiques de population et de développement durable sont appuyés et renforcés aux niveaux national et sous-régional. »

Tout en reconnaissant que les déterminants de l'insécurité alimentaires sont multiples, le CERPOD s'investira à contribuer à l'identification des contraintes familiales et communautaires au développement humain durable et à la gestion harmonieuse des ressources naturelle.

Les études et recherche du CERPOD dans le cadre du prochain plan quinquennal s'articuleront autour des axes du développement humain durable, d'une part, et de la gestion des ressources naturelles d'autre part. Dans ce qui suit, pour chacun des deux domaines, les lignes d'intervention prioritaires retenues sont présentées.

4.1. L'objectif opérationnel à l'horizon 2007 est : améliorer la connaissance des interrelations population, développement humain durable et ressources naturelles, particulièrement au niveau des ménages et communautés et mettre l'information à la disposition des différents acteurs du développement.

Contrairement aux programmes de recherche précédents, les recommandations à formuler ne s'intéresseront pas uniquement aux décideurs politiques. En plus de ces derniers, il est nécessaire d'impliquer les populations elles mêmes sans lesquelles toute politique de développement est vouée à l'échec. Faire comprendre aux populations qu'elles sont en mesure elles mêmes d'influer beaucoup plus que les politiques sur les conditions de leur bien être.

En dépit de la faiblesse persistante de la quasi-totalité des rares institutions de recherche en population et développement, les chercheurs nationaux, qu'ils soient confirmés ou débutants, seront beaucoup plus impliqués dans l'exécution du volet recherche du programme quinquennal.

Le résultat à l'horizon 2007 est : « les acteurs sahéliens de la recherche en sciences sociales sont appuyés en mettant à disposition des méthodologies de recherche, des outils d'aide à la décision, de la formation de courte et longue durée dans le domaine du développement humain durable et de la gestion des ressources naturelles et d'aider les chercheurs à publier leurs travaux scientifiques ».

4.2. R1. Développement humain durable

Le premier axe, le développement humain durable, comprend les lignes d'intervention suivantes:

- Les enfants et les jeunes
- Genre et développement
- Sécurité alimentaire, Santé et Nutrition

Les enfants et les jeunes

L'accès des jeunes à l'emploi.

Les résultats produits par le volet insertion professionnelle au cours des enquêtes de 1992 à Bamako, faisait ressortir une difficulté pour les jeunes générations d'accéder à un premier emploi en milieu urbain. Suite au sommet des Chefs d'États de Bamako, la prise en compte prioritaire des jeunes et de la dimension genre dans les activités qui visent l'atteinte de la sécurité alimentaire dans une perspective de lutte contre la pauvreté, oriente les programmes futurs du CILSS.

C'est en conformité avec ces orientations que le PMPD-CERPOD veut également intégrer ces questions aux recherches à venir dans deux pays du Sahel dans lesquels elles se posent avec plus d'acuité. Elles seront conduites sur une durée de deux ans dans chacun des pays sélectionnés.

Enquête sur la dynamique familiale et la scolarisation des enfants

Le CERPOD a conduit en 1999/2000 une enquête nationale sur la dynamique familiale et la scolarisation. Les questions de recherche auxquelles ces études tentent de répondre, sont les suivantes:

- Quelles sont les caractéristiques familiales qui semblent faciliter l'accès, le maintien et la réussite des enfants à l'école?
- Ces caractéristiques interviennent-elles de la même façon pour les garçons et pour les filles?
- Dans quelle mesure la contribution des enfants aux activités économiques et aux travaux domestiques du ménage affecte-telle leur trajectoire scolaire?
- Quelle valeur les familles accordent-elles à la scolarisation de leurs enfants?

Conformément à l'objectif ci-dessus mentionné, le PMPD-CERPOD souhaiterait conduire une recherche similaire dans 6 pays membres du CILSS. Ces recherches se dérouleront chaque fois simultanément dans deux pays. Elles produiront la première banque sous régionale d'information qui permet d'étudier de nombreuses facettes de la demande scolaire jusque-là insuffisamment explorer.

Enquête sur le Plomb et la Santé Maternelle et Infantile en Milieu Urbain

Sur la base des enseignements de l'étude pilote conduite à Bamako et à Ouagadougou, une enquête pourrait être menée, en collaboration, avec des Facultés de Médecine (Laboratoires d'écotoxicologie), les Départements de Psychologie, et le Centre AGRHYMET avec pour objectifs:

La mesure de la plombémie dans la population générale, et chez les enfants et les adolescents ;

L'analyse des impacts de la mobilité quotidienne et des caractéristiques de l'habitat sur les niveaux de plombémie;

Un accent particulier serait mis sur les canaux de transmission – notamment l'alimentation (agriculture urbaine, contamination par exposition en plein air), les parades possibles au niveau des plans d'occupation des sols, des aménagements des places de marché, etc. Un système d'informations géographiques pourrait être développé comme outil de suivi et de gestion d'un plan d'action urbain.

Genre et développement

Étude sur les rapports hommes / femmes dans le développement rural au Sahel.

La 13^{ème} Conférence des Chefs d'États et/ou de Gouvernement des pays membres du CILSS qui s'est tenue à Bamako le 25 novembre 2000 a dans sa déclaration précisée qu'elle attire '...l'attention de l'ensemble des acteurs et des pouvoirs publics sur l'importance à accorder aux femmes et aux jeunes dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies et des programmes de sécurité alimentaire ainsi que la lutte contre la désertification'.

Suite à la concertation des structures partenaires dans les pays membres du CILSS, le besoin a été exprimé de conduire des études sur les contraintes à l'amélioration du statut de la femme. Le CERPOD se propose par conséquent d'entreprendre ces études notamment dans trois pays au cours des cinq années à venir, en collaboration avec les autres démembrés du CILSS, le réseau des femmes sahéniennes (REFESA), et en partenariat avec les institutions nationales qui sont chargées de l'amélioration et du renforcement de l'équité Hommes / Femmes.

Sécurité alimentaire, Santé et Nutrition

Le CERPOD contribuera au renforcement et à l'amélioration des connaissances des acteurs et des bénéficiaires sur les inter-relations entre sécurité alimentaire, santé et nutrition.

Etude sur les déterminants socio-économiques de l'état nutritionnel des enfants à partir des données de l'observatoire de population de Kolondieba (Mali).

Au Mali, le niveau de malnutrition est assez élevé. Les données de l'EDSM-II (1995-1996) montrent que 30% des enfants de moins de trois ans souffrent de malnutrition chronique. Dans la région de Sikasso, où se situe l'observatoire, ce pourcentage est de 33%, environ 15 fois plus élevé que ce que l'on s'attend à trouver dans une population en bonne santé.

Globalement, 23% des enfants souffrent de malnutrition aiguë. Ce pourcentage est de 25% dans la région de Sikasso, soit 11 fois plus élevé que ce qui est attendu dans une population en bonne santé. De même, 40% des enfants présentent une insuffisance pondérale. Dans la région de Sikasso, ce pourcentage est de 44%, soit environ 20 fois plus élevé que ce qui est attendu.

L'objectif immédiat de l'étude est d'utiliser les données disponibles collectées sur une base trimestrielle pour mesurer l'état nutritionnel des enfants de moins de trois ans à partir des indicateurs Taille/Âge, Poids/Âge et Poids/Taille. L'analyse tentera d'identifier ensuite les facteurs socio-économiques qui distinguent les enfants qui souffrent de malnutrition de ceux qui sont bien nourris.

L'objectif final consiste d'une part à informer les populations sur les résultats de l'étude et d'autre part de mettre à la disposition des planificateurs en santé et nutrition des éléments qui expliquent les inégalités en vue de leur prise en compte dans les programmes en cours ou de leur permettre de réfléchir à d'autres stratégies pour réduire le niveau de malnutrition.

Observatoire

En perspective, l'observatoire qui ne porte que sur un tiers de la zone d'étude, compte couvrir toute la zone et ainsi atteindre une population de 30 000 personnes. A partir de cet instant certains problèmes spécifiques de santé tels que la morbidité des enfants et les autopsies verbales, la mortalité maternelle et le Sida pourront être adressés. Le CERPOD envisage, à partir de l'expérience acquise avec l'observatoire, d'appuyer d'autres pays sahéliens dans la mise en place de leurs observatoires.

Innovation en Santé de la Reproduction des Adolescents (ISRA)

Ce projet en partenariat avec la London School of Hygiene and Tropical Medicine (LHTM) et Save the Children UK vise le renforcement des ressources psychologiques chez les adolescents leur permettant l'application des connaissances acquises en santé de la reproduction pour un comportement sexuel sain dans la région de Mopti. Le CERPOD interviendra principalement au niveau de la conception des instruments de collecte, de la supervision de la collecte et de l'analyse des données.

Études sur migrations et sida.

Objectif

L'objectif du projet est d'identifier les réseaux de diffusion du VIH/SIDA afin de permettre aux décideurs de prendre des mesures pour prévenir la propagation de la maladie, et aussi d'anticiper sur les mesures à prendre aux niveaux des services de santé. L'étude tentera d'évaluer la séroprévalence du VIH/SIDA à un niveau géographique fin pour les sept pays couverts par le REMUAO à partir des principaux déterminants sociaux, économiques et démographiques de la pandémie.

Suivi et évaluation des programmes de lutte contre le sida

Objectifs

- Développer des méthodologies de suivi et évaluation centrées sur les comportements dans le domaine de la prévention du VIH/SIDA et la prise en charge des personnes vivant avec le VIH;
- Utiliser les indicateurs les plus pertinents permettant de détecter les changements sociaux et culturels appuyant l'adoption de comportements préventifs du VIH/SIDA par les populations d'une part, et ceux mesurant les changements de comportement des institutions, d'autre part ;
- Accroître les capacités nationales en "suivi/évaluation de l'impact des programmes VIH/SIDA" afin de mieux les orienter.

Applications du Modèle Population, Environnement, Développement et Agriculture en Afrique (PEDA)

Sur financement du FNUAP, la CEA a commandité au Projet Population de IIASA, le développement d'un modèle de plaidoyer en appui à la gestion du nexus 'Population, Agriculture, Environnement' en Afrique. Cette problématique est au cœur du Cadre stratégique de sécurité alimentaire durable. Le modèle PEDA simule les liens de paramètres démographiques à des niveaux d'éducation de la population, à la dégradation des terres, à la production et la distribution alimentaires, pour définir la proportion de la population en situation d'insécurité alimentaire.

Les individus sont regroupés en huit (8) catégories définies, pour les milieux de résidence urbain et rural, selon leur niveau d'alphabétisation et leur statut de sécurité alimentaire. Chaque groupe est projeté par âge et sexe. Le modèle lie le module population à une fonction de production agricole et à une fonction de distribution alimentaire où il est considéré que toute la population n'a pas accès à l'alimentation produite. Cet outil s'inscrit parfaitement dans les cadres de stratégies qui visent l'amélioration de la sécurité alimentaire et du capital humain des groupes vulnérables.

Le modèle a été appliqué dans plusieurs pays d'Afrique Australe et au Burkina Faso. Dès l'origine, le CERPOD a été associé à sa conception et à sa validation. Il a également été choisi comme principal point focal en Afrique de l'Ouest. C'est dans ce cadre qu'il envisage de mener des activités de dissémination du modèle au Burkina Faso et qu'il se propose de développer deux (2) autres applications nationales durant le prochain plan quinquennal.

4.3. R2. Population et Gestion des Ressources Naturelles

Au titre du second domaine, les lignes retenues sont les suivantes:

- Aménagement équilibré et harmonieux du territoire
- Enjeux et défis de l'urbanisation
- Gestion durable des ressources naturelles
- Développement des capacités

Aménagement équilibré et harmonieux du territoire

Migrations, Politiques d'aménagement et décentralisation

Les États s'étaient engagés par le Plan d'Action de Ouagadougou, de mettre en œuvre des plans d'aménagement du territoire afin d'assurer une répartition spatiale de la population qui serait plus en harmonie avec le développement. Il s'agit de mener des études pour appuyer ce processus en fournissant les informations indispensables sur les flux migratoires (origines, destination, intensité, conséquences, etc.). Les études au niveau des collectivités décentralisées devront permettre de mesurer les effets, au niveau local, des migrations et la contribution des migrants à travers les flux de biens. Il s'agira par la suite, d'évaluer les politiques d'aménagement de territoire et de décentralisation afin de cerner les contraintes éventuelles et de proposer des solutions.

Étude sur Insertion, environnement et planification urbaine

En l'an 2000, le Centre a mené, au Burkina Faso, une enquête nationale sur les interrelations des Migrations, des stratégies d'insertion (professionnelle, matrimoniale et résidentielle) et de l'environnement (déforestation et pollution de l'air en milieu urbain). Des rapports descriptifs ont été publiés. Au cours du prochain plan, il s'agira de mener des analyses approfondies de ces données, de répliquer cette étude dans, au moins, un autre pays et de disséminer les méthodologies de cette recherche innovante. Cette réplication pourrait se faire à Dakar et à Niamey.

Activités

- Analyses secondaires de l'étude du Burkina dont une étude sur l'impact de l'utilisation du bois-énergie par les ménages urbains sur les émissions et la déforestation;
- Une étude nationale sur "Migrations, Insertion et Environnement" dans un autre pays du CILSS comme la Gambie;
- Dissémination des méthodologies et résultats de recherche.

Enjeux et défis de l'urbanisation

L'habitat

Les questions d'habitat qui avaient déjà été étudiées par le biais de l'insertion résidentielle dans l'enquête Insertion urbaine à Bamako continuent d'être préoccupants avec le développement des villes sahéliennes. Pour les natifs comme pour les non natifs le statut définitif de citoyen semble s'acquérir seulement lorsque l'individu devient propriétaire de son lieu de résidence. Par conséquent, le problème de l'habitat est récurrent au Sahel. Pour ne faire ressortir qu'un résultat particulier, selon l'enquête de Bamako en 1992, «46,9% des propriétaires âgés entre 25 et 54 ans (chefs de ménage ou non) sont en fait des copropriétaires...la copropriété se rencontre plus souvent chez les femmes (68,4% parmi les propriétaires) que chez les hommes. Mais ...la grande majorité des copropriétaires le sont devenus par héritage...le phénomène de la copropriété peut s'expliquer par le fait qu'une concession héritée a un caractère indivis... C'est ce caractère 'familial' de la copropriété qui ajoute de l'ambiguïté à ce statut»

Pour continuer à édifier les décideurs sur ces questions et en fournir de nouveaux éclairages, le PMPD-CERPOD se propose d'étendre la conduite des recherches sur le volet habitat de l'insertion urbaine au Niger et au Sénégal. Ces recherches seront complémentaires de celles qui ont été conduites au Burkina Faso et au Mali pour arriver à produire des résultats typiques mais comparatifs de quatre pays sahéliens qui constituent un continuum géographique, du maritime à l'intérieur. Elles seront conduites sur une période de deux ans. Elles permettront la conduite d'analyses spécifiques au Niger et au Sénégal. Mais également la production d'indicateurs comparatifs sous régionaux.

Analyse spatiale de la pauvreté et ciblage géographique de programmes de lutte

La pauvreté est de plus en plus considérée comme le résultat conjugué d'un faisceau de facteurs d'inégalité dans l'accès aux ressources naturelles, économiques, aux services sociaux (éducation, santé), aux infrastructures de base (desserte, marchés, eau et assainissement) et aux processus décisionnels. Cette problématique multidimensionnelle a une dimension nécessairement spatiale. Aussi, la mise en oeuvre de programmes efficaces d'éradication de la pauvreté requiert-elle le renforcement des capacités nationales de production d'une information très désagrégée au niveau spatio-social et de formulation de programmes qui prennent en compte les impératifs d'efficacité, d'équité et de durabilité.

Activités

- Répliquer l'Atlas Population et Environnement dans des pays non couverts par la première étude;
- Elaborer et tester un modèle d'analyse spatiale de la pauvreté et de planification stratégique à des échelles locales;
- Disséminer les résultats du modèle.

Système de vie des ménages, pauvreté urbaine

Objectifs

- Analyser les changements en matière d'habitat (constructions, nature, location, etc.) et d'utilisation de l'espace périurbain à Bamako, Dakar et Niamey;
- Analyser de façon comparative des données socio-économiques sur les conditions de vie des ménages en particulier les stratégies de survie, l'utilisation des ressources naturelles et l'accès au crédit dans les trois villes ;
- Créer une base de données géo-référencées pour des analyses spatiales approfondies.

Gestion durable des ressources naturelles

Dynamique démographiques et dégradation de l'environnement local

Les dynamiques démographiques ne sont pas toujours analysées au Sahel en rapport avec les processus environnementaux. Il s'agira donc d'analyser leurs interrelations avec la dégradation de l'environnement local. Les études sur les conditions de vie des ménages (systèmes et techniques de production, offre et structure de la main d'œuvre, rapports sociaux, etc.) permettront de saisir leurs interrelations avec les niveaux de production donc de la sécurité alimentaire ainsi que leurs effets sur l'environnement local. Elles permettront ainsi d'élaborer des politiques adéquates de sécurité alimentaire et de gestion rationnelle de l'environnement.

Développement des capacités

Poursuite du développement d'applications du modèle SPECTRUM de plaidoyer et sensibilisation

Le logiciel SPECTRUM est un système de modèles d'aide à la décision dans les domaines de la population, de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et de l'emploi. Il peut être utilisé pour soutenir des activités de plaidoyer, de planification stratégique, de programmation et/ou de suivi-évaluation. Grâce à la flexibilité de son environnement informatique, il est également ouvert à l'incorporation de tout autre secteur répondant aux besoins d'utilisateurs locaux. Depuis mai 1999, une série d'activités en cascade ont été organisées par le Centre en vue de promouvoir son utilisation au Sahel.

- Formation de cadres du CERPOD comme formateurs et/ou utilisateurs;
- Formation régionale à l'utilisation du système de dix-huit cadres statisticiens ou planificateurs à raison de deux par pays.
- Formation de dix-huit formateurs burkinabè aux niveaux central et provincial

Au cours du prochain plan, il s'agira de procéder à des sessions de formations et à d'autres applications ou à des mises à jour de SPECTRUM et des modèles AIM.

Activités

- Deux (2) sessions de formations nationales à l'utilisation de SPECTRUM
- Appui à la réalisation de deux (2) applications nationales de SPECTRUM;
- Appui à la dissémination des résultats des deux (2) applications nationales

Développement d'un système d'informations statistiques

L'existence de nombreuses sources de données (recensements de la population, enquêtes, statistiques sanitaires, scolaires, agricoles, etc.) assez crédibles permettent de disposer d'un certain nombre d'informations sur des indicateurs démographiques, sanitaires et socioéconomiques. Cependant, l'accès à ces indicateurs n'est pas souvent aisé, compte tenu de la sous-exploitation des diverses sources de données et surtout de la compilation statistique insuffisante et limitée des indicateurs estimés et de leur traitement informatisé. Dans le cadre du développement d'un système d'information statistique dans les pays sahéliens et pour l'ensemble régional, il est important de poursuivre la compilation régulière d'une gamme assez exhaustive d'indicateurs calculés, ainsi que leur mise à la disposition pour divers utilisateurs nationaux et internationaux, à travers des études analytiques et des outils informatiques pertinents (base de données, site Web, etc.) qui mettront en exergue les divers profils démographiques, sanitaires et socioéconomiques qui sont entrain de se dessiner au Sahel. Par ailleurs, les profils élaborés offriront la possibilité de connaître les progrès accomplis et les efforts à déployer pour mieux assurer le bien-être des populations.

Formation en recherche qualitative

Depuis les années 1970 et 1980, d'importants efforts ont été faits pour le renforcement des capacités humaines dans le domaine des études et recherche en population. Toutefois, ces efforts ont focalisé essentiellement sur les aspects quantitatifs. Néanmoins, au cours de la dernière décennie beaucoup de recherches qualitatives ont été conduites, particulièrement pour les besoins de programme de santé. Cependant, l'utilisation des résultats de ces études laisse sceptiques la plupart des chercheurs parce qu'elles n'ont pas toujours été conduites ans

les règles de l'art. L'évaluation du CERPOD a permis de noter un important besoin de formation en recherche qualitative des pays. C'est la raison pour laquelle le CERPOD est en train de concevoir un programme de formation dont les objectifs sont les suivants:

- permettre aux programmes de définir leurs priorités de recherche;
- permettre aux programmes de définir leurs questions de recherche;
- permettre aux programmes d'intégrer la recherche qualitative dans les activités en cours;
- lier les résultats de recherche qualitative aux activités des programmes.

4. 4. R2 : Renforcement institutionnel

L'amélioration des Institutions et des compétences nationales et sahéliennes est le seul garant de la prise en charge conséquente des populations sahéliennes par elles mêmes. Pour ce faire l'accent sera mis sur la formation, l'accès à l'information en s'appuyant sur l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et des outils d'aide à la décision.

Pour ce volet, les lignes d'intervention s'articuleront autour des aspects suivants :

- Formation ;
- Informatique ;
- Documentation ;
- Information/ Vulgarisation/ Communication
- Traduction / Interprétation

Formation en Population, Développement

Formation académique

Nouvelles actions

Programme régional de Formation des spécialistes en population développement dans les universités du Nord et de la région africaine.

Justification

Les pays sahéliens souffrent d'une insuffisance notoire de ressources humaines qualifiées dans le domaine de la population et du développement. Le CILSS à travers le CERPOD a formé plusieurs cadres sahéliens dans ce domaine par le passé, mais des besoins assez importants de formation non encore satisfaits existent toujours dans la région surtout en matière de formations doctorales. Dans certains pays il n'existe pratiquement pas de cadres qualifiés dans le domaine de la population et du développement, d'où la nécessité de mettre en œuvre un programme régional de formation en population et développement pour satisfaire les besoins des pays sahéliens.

Objectifs

Former 90 cadres sahéliens en population et développement aux niveaux maîtrise et doctorat d'ici l'an 2010

Coût total du programme sur 5 ans: 1,5 million de dollars US/Financement à rechercher

Séminaires et ateliers

Objectifs

- Former localement 250 cadres sahéliens à travers 10 séminaires régionaux de formation en population et développement d'ici l'an 2010 .

Actions en cours toujours pertinentes

Séminaires de partage méthodologique de recherche en santé de la reproduction (SR) ;
Formation régionale en Suivi-Evaluation des politiques de population ;
Poursuivre l'appui à la formation en traitement et conservation des données d'enquêtes et de recensements des institutions nationales de statistique et de démographie ;
Stages et séminaires ateliers d'analyse spatiale des interrelations population/développement.

Actions à améliorer

Etudes d'Analyse Situationnelle (EAS) en SR ;
Cours périodique de Recherche Opérationnelle(RO) en SR ;
Atelier régional en SIS et SR/PF ;
Séminaires-ateliers d'analyse et de modélisation des liens entre pollution de l'air, mobilité des ménages et sûreté alimentaire en milieu urbain du Sahel.

Contraintes

Insuffisance de ressources humaines et financières

Informatique

Aujourd'hui, on parle plus généralement de Nouvelles Technologies, car le numérique et l'informatique sont omniprésents dans notre quotidien.

L'accent devra être mis sur le renforcement des capacités techniques afin d'être en mesure de mieux répondre aux besoins des pays et de l'institution.

Par ailleurs, chacun sait le rythme particulièrement élevé avec lequel s'opèrent les changements dans le domaine de la micro-informatique : puissance des processeurs, convivialité des logiciels, miniaturisation, chute des prix, Internet. Il y a donc lieu d'avoir une connaissance claire de l'évolution de l'informatique afin d'en tirer le meilleur parti.

Appui à la formation en traitement et conservation des données d'enquêtes et de recensement des institutions nationales de statistique et de démographie

La formation en traitement des données est un axe fondamental pour le CILSS. Elle est relative à la réalisation de masques de saisie de questionnaires d'enquêtes, à l'organisation de sessions de saisie, vérification et productions de tableaux. Les problèmes techniques spécifiques tels que les exportations, les reformatages, la programmation des tirages d'échantillon, en somme l'exploitation informatique des données selon les besoins sont autant d'éléments qui doivent être maîtrisés dans les pays.

C'est pourquoi, au cours de ce plan l'accent sera mis sur le transfert de compétences dans ce domaine.

Appui informatique aux niveaux national et régional

La maintenance du matériel et des logiciels est un élément essentiel à prendre en compte dès la conception et tout au long d'un projet. L'objectif recherché est d'assurer une durée de vie acceptable au matériel et une utilisation optimale des ressources.

Le rôle de la maintenance sera de :

- Assurer la préparation, l'installation et la configuration des équipements informatiques nouveaux ;
- Assurer ou superviser la remise en état et le dépannage des équipements informatiques ;
- Assurer la maintenance préventive des équipements informatiques et audiovisuels et prodiguer des conseils pour leur utilisation correcte;
- Assurer le déplacement des équipements informatiques et audio-visuels pour les séminaires, ateliers et autres formations organisées par l'Institut ;
- Assurer la maintenance des logiciels et l'assistance aux utilisateurs;
- Proposer des solutions informatiques aux problèmes spécifiques posés par les utilisateurs ;
- Apporter un appui dans le domaine à la demande à l'intention des pays.

Appui à la mise en place et au développement de banques de données aux niveaux national et régional

La banque de données surtout démographiques, est le support essentiel pour les statistiques élémentaires, les analyses sommaires ou approfondies et la formation. Elle est actuellement utilisée comme fournisseur de données de base, mais elle doit aussi susciter la demande. Les autres composantes de la banque CERPOD, notamment la banque de données bibliographiques, la banque de données géographiques sont également couramment utilisées. Pour rendre l'utilisation de la banque de données plus efficace et plus conviviale, les mécanismes d'interrogation doivent être élaborés avec une approche simple et performante. D'un point de vue interne, la réalisation d'un interface convivial permettant au personnel d'accéder au contenu de la banque, surtout aux informations clé s'impose.

En outre, l'INSAH dispose d'un grand nombre de bases de données qui sont relatives à des domaines très variés : Agriculture, Environnement et Education Environnementale, Population, Economie etc ... Ces différentes bases sont éparpillées à travers divers volets, projets ou programmes au sein de l'Institution. De plus il n'existe pas de lien entre ces différentes bases et leur accès n'est pas optimisé. La nécessité de centraliser et d'harmoniser ces bases de données sectorielles en vue de leur utilisation optimale a été mise en exergue au sein de l'INSAH.

De manière plus générale, une analyse qualitative et quantitative de toutes les bases existantes à l'INSAH devrait permettre le renforcement d'une banque de données intégrée, conviviale, interactive. Cela nécessite d'importantes ressources humaines et financières.

Un canal de valorisation des bases de données des recensements des Etats du CILSS pourrait provenir de l'utilisation de la technique d'archivage, suivie de la production de CD-ROMs appropriés. La collaboration avec l'Université de Pennsylvanie pourra être mise à profit à cet effet.

Activités

Réalisation d'un interface conviviale

Mise en place d'une banque de données INSAH

Intégration des recensements des pays du CILSS dans PACE (Pan African Census Explorer)

Mise en place d'un serveur PACE au CERPOD

Echanges techniques avec Agrhymet

Appui au développement et à l'utilisation des outils d'aide à la décision

Les SIG (Système d'Information Géographique) permettent de cerner certains phénomènes socio-économiques, démographiques ou environnementaux que les techniques classiques ne permettraient pas. C'est un outil d'aide à la décision par excellence. Or les outils d'aide à la décision ont une importance capitale dans la mise en œuvre des politiques de population, dans la connaissance du domaine "Biophysique" mais aussi dans celle des inter-relations entre la population et les secteurs d'intervention habituels : Santé, Emploi, Environnement, Agriculture, Hydraulique.

L'approche SIG doit être intégrée dans la plupart des projets en cours à l'INSAH, mais le transfert des compétences au niveau national doit être opérationnalisé. Pour cela, il faudra dans un premier temps insister tout particulièrement sur la formation permanente de manière à rendre cette technique accessible à une majorité de cadres de l'INSAH, ne serait-ce qu'en termes de connaissance des capacités de l'outil.

Land use/Land cover

Le projet Land use/Land cover (Lu/Lc) est aussi un bon cadre d'utilisation des SIG. La seconde phase de ce projet prévoit les activités suivantes :

Transfert des techniques de détection des changements et d'analyse des changements au niveau des institutions régionales sahéliennes;

Démonstration de l'importance du suivi de la nature et des taux de changements
Compréhension et documentation des changements biophysiques à long terme et leurs relations avec les activités humaines;

Evaluation et quantification des changements/dégradations des couvertures végétales des années 1940 à nos jours;

Acquisition de 7 archives Landsat complètes sur le Sahel et leur transfert au niveau de AGRHYMET;

Stratification géographique des paysages sahéliens selon les régions de couverture végétale;

Quantification des changements/dégradations des couvertures végétales par l'utilisation de photos aériennes Corona, Landsat MSS et TM et MODIS;

Liaison avec les programmes de gestion de la sécurité alimentaire et des ressources naturelles de l'USAID;
Production de résumés statistiques et présentation aux décideurs régionaux et nationaux sur l'environnement;
Construction d'un modèle géographique projetant les tendances actuelles de l'utilisation des terres jusqu'en 2050;
Elaboration d'un plan d'extension de ce cadre au reste de l'Afrique de l'Ouest.

SISEI

SISEI/Mali : appui aux activités du SISEI/Mali

SISEI/Afrique de l'Ouest : participation aux activités de SISEI/Afrique de l'Ouest

Les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC)

Aujourd'hui, la question de l'accès à Internet pour l'INSAH peut être considérée comme résolue, compte tenu de la disponibilité de la connexion permanente, même si une amélioration de la vitesse d'accès ou de transmission est souhaitée. L'accent doit prioritairement être mis sur la maîtrise de l'outil du point de vue technique et institutionnel. Techniquement, chacun doit pouvoir s'en servir de façon efficace, non seulement pour recueillir de l'information, mais également pour en produire et en diffuser. Institutionnellement, l'institution doit réaliser un travail d'adaptation, de révision des normes de communication, de ré-allocation des ressources, etc.

C'est pourquoi, tenant compte de l'existant, en l'occurrence la disponibilité d'une connexion permanente qui est un atout non négligeable, nous proposons, dans le prochain plan, la prise en compte des axes suivants :

- la mise en place d'un Intranet,
- la mise à jour du site web,
- l'acquisition de serveur web,
- la formation sur les services Internet,
- l'impact sur les utilisateurs, leurs habitudes et sur l'institution
- la participation à divers réseaux d'échanges sur Internet (DEMONETA etc...)

Ces aspects permettront à l'institution d'être tout à fait opérationnelle du point de vue des NTIC. Cependant, un effort semblable doit être prévu pour la connectivité des structures nationales partenaires au niveau du Sahel.

Documentation

Outil d'aide à la décision, la documentation constitue un volet important en matière de recherche.

Actions en cours toujours pertinentes

Informatisation des centres de documentation

Appui au réseau de dissémination des résultats de recherche

Nouvelles actions proposées

Renforcer la section documentation de l'INSAH
Coopération documentaire INSAH/Etats

Information/Vulgarisation/Communication

Publications

Excepté le bulletin "Nouvelles du CERPOD", "POP ACTUALITES", les communiqués de presse et autres dépliants, le volet publications dépend dans une large mesure des travaux de recherche et des résultats qui y découlent. Aussi, le nombre de publications et les coûts y afférents ne peuvent être cernés avec précision.

Il y a cependant lieu d'impliquer de plus en plus les chercheurs sahéliens

Publications existantes toujours pertinentes

Poursuite de la publication de POP SAHEL à raison de 3 à 4 numéros par an

Nouvelles du CERPOD à raison de 4 numéros par an

Publications des résultats de recherche dans les séries scientifiques: "Etudes et Travaux"
"Rapports de Recherche", "Working Paper".

Publications des Actes de séminaires-ateliers et conférences

Brochures, dépliants et autres supports réalisés à la demande

Couverture médiatique des activités du CERPOD/INSAH/CILSS.

En plus de ces publications, prévoir les activités suivantes

Réalisation d'une brochure de présentation du CERPOD

Renouvellement de la pochette d'information du CERPOD

Réalisation d'un annuaire du Réseau Sahélien des Journalistes en
Population/Développement

Mise en ligne du catalogue des publications du CERPOD sur le Web.

Activités de promotion et de relations publiques

Journées Portes Ouvertes

Déjeuner de presse et points de presse autour de sujets spécifiques

Gadgets de promotion: Casquettes, cartables, Pins, porte-clés, etc.

Jeux-concours radiophoniques sur le CERPOD/INSAH/CILSS

18^{ème} FESPACO/Prix CILSS en Population/Développement.

Dissémination/réseaux des journalistes en population

Appui institutionnel aux Réseaux des Journalistes en Population/Développement

Suivi des activités des Réseaux des Journalistes en Population/Développement

Atelier de formation au profit du Réseau des journalistes du Tchad

Atelier de formation au profit du Réseau des journalistes de Mauritanie

Atelier de formation au profit du Réseau des journalistes de Guinée Bissau

Concours régional de journalisme en Population/Développement/Santé de la
Reproduction

Vulgarisation

Dissémination de l'étude " Connaissance et utilisation du condom masculin en Afrique sub saharienne "

Dissémination de l'étude " Liens entre la sexualité des adolescents et leur santé de la reproduction "

Dissémination de l'étude " Les profils démographiques et socio-économiques "

Contribution au bulletin trimestriel Nouvelles de CERPOD

Contribution au bulletin trimestriel PopSahel

Evaluation des activités de dissémination

Redynamisation du réseau de dissémination et recherche de financement

Elaboration de plans et de budget de dissémination

Améliorer l'ergonomie du website

Traduction/interprétariat

Traduction/Interprétation

Les langues de travail du CILSS étant le français et l'anglais, les activités de cette composante consisteront à:

Traduire de l'anglais vers le français et réciproquement les documents produits par le CERPOD/INSAH/CILSS ou provenant de sources de financement et collaborateurs extérieurs;

Assurer l'interprétation anglais/français et français/anglais lors de réunions, conférences, entrevues organisées par le CERPOD/INSAH/CILSS;

Procéder à la révision (correction) de documents en français ou anglais du CERPOD/INSAH/CILSS destinés à la publication.

R3 : Politiques de population et Lutte contre la pauvreté

Appui aux politiques de population

Objectifs

Appuyer la conception, la révision , la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques et programmes de population;

Promouvoir une meilleure prise en compte des questions de population dans les différentes politiques et stratégies de développement des Etats membres du CILSS pour un développement humain durable au Sahel;

Favoriser les échanges d'expériences entre personnels impliqués dans la mise en oeuvre des politiques et programmes de population.

Suivi des Programmes d'Action de Ouagadougou et de la CIPD ;

Acquis

Dans le cadre de cet appui, des groupes nationaux de travail ont été créés dans chaque pays membres du CILSS et il a été organisé au niveau sous-régional deux rencontres des ONG (Bamako, août 1998 et Banjul, novembre 2000), deux rencontres des Parlementaires sahéliens (Dakar, avril 1999 et Ouagadougou, Juillet 2000) et une rencontre des journalistes (Dakar, Décembre 1998) en vue de dégager leur contribution à la mise en œuvre des Programmes d'action de la CIPD et de Ouagadougou.

Activités prévues

- Appuyer les groupes nationaux de travail chargés du suivi au niveau national des Programmes d'Action de Ouagadougou et de la CIPD;
- Assurer le suivi au plan sous-régional des programmes d'action de Ouagadougou et de la CIPD ;
- Impulser l'implication des acteurs sociaux dans la mise en œuvre des programmes d'action de la CIPD et de Ouagadougou(Réseaux des Parlementaires, des ONG et des Journalistes) ;

Réalisations

- Des groupes nationaux de travail ont été créés dans chaque pays membre du CILSS et sont actuellement fonctionnels.
- Des réseaux des Parlementaires, des ONG et des Journalistes dotés de plans d'action avec des activités précises à réaliser ont été mis en place aux niveaux régional et national.

Difficultés

La mise en place et le fonctionnement des groupes nationaux de travail rencontrent des difficultés dans certains pays tels que le Cap Vert et la Mauritanie. Malgré les nombreuses relances et des missions dans ces pays, les groupes nationaux ne sont toujours pas mis en place. **Les autorités gouvernementales de ces pays** ont besoin d'être sensibilisées par les plus hauts responsables du CILSS pour qu'elles donnent des suites favorables aux différentes sollicitations du CILSS.

Appui à la formulation, la révision et à l'actualisation des politiques de population ;

Acquis

Excepté la Guinée-Bissau ; des politiques explicites de population opérationnalisées en programmes d'action sont disponibles dans tous les pays membres du CILSS. Comme par le passé, le CERPOD continuera à fournir une assistance technique à l'ensemble des pays du CILSS, avec un accent particulier sur la Guinée-Bissau. Des études et des recherches seront également réalisées pour venir en appui au développement de ces politiques.

Activités prévues

- Formulation et opérationnalisation d'une politique de population pour la Guinée Bissau ;
- Appui à la révision et à l'actualisation des politiques et programmes de population des pays ;

Réalisations

Tous les pays du CILSS qui ont adopté une politique de population ces dernières années ont, à un moment donné du processus, bénéficié d'un appui technique conséquent des experts du CERPOD. Le Burkina Faso, le Sénégal et le Mali qui ont révisé ou entamé le processus de révision de leurs politiques de population ont bénéficié de l'appui technique du CERPOD. Des ateliers nationaux et régionaux de formation en suivi et évaluation des projets et programmes de population ont été organisés à l'intention des cadres de tous les pays membres du CILSS.

Difficultés

Les activités de ce volet, bien qu'en cours d'exécution, connaissent aussi des retards dans leur mise en œuvre à cause de l'insuffisance de personnel. Toutes les activités de ce volet sont exécutées par le chef de l'unité opérationnelle, seul cadre actuellement en poste au sein de l'unité. Il est urgent de prendre des mesures pour renforcer cette unité par le recrutement d'un chargé de programme qui prendra en charge certaines activités telles que l'appui aux Réseaux des parlementaires, des ONG, des Femmes, des jeunes et des Journalistes ainsi que la collaboration avec Policy Project. Le Chef de l'unité pourra ainsi se consacrer à l'assistance technique aux pays, la formulation de la politique de population de la Guinée Bissau, le suivi des programmes d'action de Ouagadougou et la CIPD et la coordination d'ensemble de l'unité.

Appui aux politiques et stratégies nationales de lutte contre la pauvreté

Objectifs

- Apporter une assistance technique aux pays membres du CILSS dans l'élaboration et l'opérationnalisation des politiques et stratégies nationales de lutte contre la pauvreté ;
- Promouvoir la prise en compte des facteurs démographiques dans les politiques et stratégies nationales de lutte contre la pauvreté au Sahel ;
- Réaliser des études et des recherches pertinentes pour venir en appui au développement des politiques et stratégies nationales de lutte contre la pauvreté .

Activités prévues

- Missions d'assistance technique aux pays en matière d'élaboration et d'opérationnalisation des politiques et stratégies de lutte contre la pauvreté ;
- Etudes et Recherches sur les interrelations entre démographie et pauvreté et sur la contribution des politiques de population à la lutte contre la pauvreté ;
- Formation et sensibilisation sur les liens qui existent entre la croissance démographique et le processus de paupérisation.

Appui aux Réseaux des femmes Sahéliennes (REFESA)

Objectifs

- Apporter une assistance technique aux différents Réseaux REFESA du CILSS en matière de conception et d'opérationnalisation de plans d'action ;
- Organiser des sessions de formation en population, genre et développement à l'intention des REFESA ;
- Organiser des ateliers de formation en Suivi-évaluation des projets et programmes à leur intention.

Activités prévues

- Ateliers de formation en suivi-évaluation REFESA (Burkina Faso) ;
- Ateliers de formation en suivi-évaluation REMUSA(Guinée Bissau).

Contraintes

Insuffisance de ressources humaines

Réalisation d'études et de recherches pour venir en appui aux politiques de population des pays.

Objectifs

- Fournir les informations utiles à l'élaboration, à la révision , à la mise en œuvre et au suivi-évaluation des politiques et programmes de population;
- Développer les compétences nationales en matière de recherches appliqués;
- Favoriser les échanges d'expériences entre chercheurs en matière de recherches appliquées dans les domaines de la population et des sciences sociales

Appuyer les institutions nationales à mener des études sur les problèmes de mise en œuvre et de l'impact des politiques et programmes de population au Sahel

Objectifs

Cette étude a pour objectif de mesurer l'impact des politiques et programmes de population sur les changements démographiques au Sahel. De façon plus spécifique, il s'agira de voir dans quelle mesure les politiques de population ont contribué à l'amorce ou à l'accélération de la transition démographique dans les différents pays du CILSS depuis leur adoption.

Activités prévues

- Elaboration de la méthodologie.
- Identification et recrutement des consultants nationaux

Réalisations

Le rassemblement de la documentation, la collecte des données, et l'élaboration de la méthodologie sont en cours.

Difficultés

L'insuffisance de personnel affecte d'une manière générale la mise en œuvre de toutes les activités et particulièrement la conception et la réalisation des études et des recherches opérationnelles. Des mesures urgentes doivent être prises pour renforcer l'unité afin que des études et des recherches opérationnelles soient réalisées pour venir en appui au développement des politiques et des programmes de population au Sahel.

Evaluer la mise en œuvre des programmes d'action de Ouagadougou et de la CIPD

Objectifs

Cette étude vise à de faire le point sur les efforts accomplis par le CILSS en direction des buts et objectifs des programmes d'action du Caire et de Ouagadougou concernant la population et le développement.

Méthodologie

Elle sera réalisée sur la base des rapports nationaux que les pays présenteront à la Conférence régionale d'évaluation du Programme d'action de Ouagadougou cinq ans après son adoption (PAO+5) prévue en Octobre 2002. Cette Conférence qui regroupera les experts sahéliens impliqués dans la mise en œuvre des programmes d'action du Caire et de Ouagadougou sera consacrée essentiellement à l'évaluation à mi-parcours des dits programmes d'action au niveau de l'espace CILSS. Les documents qui en seront issus serviront de base à la conception et à la finalisation de l'étude.

Activités réalisées

- Rapports annuel de suivi du PAO élaborés par les pays ;
- Rapports d'évaluation des plans d'action des différents Réseaux (ONGs, Parlementaires et Journalistes).

Activités prévues

- Rapports nationaux des pays pour PAO+5 ;
- Rapports d'évaluation des Plans d'action des Réseaux (ONGs, Parlementaires et Journalistes) ;
- Actes de la réunion des experts (PAO+5) ;
- Synthèse et finalisation de l'étude .

Etudier la contribution des politiques de population à la lutte contre la pauvreté et à la réalisation du Développement Humain durable au Sahel ;

Objectifs

Cette étude a pour objectif d'analyser de façon spécifique la contribution des politiques de population à la lutte contre la pauvreté au Sahel. Elle doit permettre de comprendre comment les différentes politiques de fécondité, de mortalité et de migrations influencent les politiques et les stratégies nationales de lutte contre la pauvreté dans les pays et comment ces dernières agissent à leur tour sur la taille, la structure et la dynamique de la population. Une meilleure connaissance de ces interactions est essentielle dans la conception, la révision, l'actualisation et le pilotage des différentes politiques. L'étude sera réalisée dans chacun des pays membres du CILSS et une synthèse régionale sera faite.

Etudier les interrelations entre croissance démographique et Développement Humain Durable au Sahel ;

Objectifs

Comprendre les relations multiples et complexes qui existent entre la croissance démographique et le développement humain durable dans le contexte sahélien pour mieux éclairer et orienter les différentes politiques nationales et régionales. L'étude sera faite dans chacun des pays membres du CILSS et une synthèse régionale sera publiée.

Etudier les interrelations entre démographie et Sécurité alimentaire au Sahel.

Objectifs

Comprendre et analyser la dimension démographique de la sécurité alimentaire dans le contexte sahélien. Le concept de sécurité alimentaire est multidimensionnel et son opérationnalisation exige forcément une approche pluridisciplinaire où les différentes sciences sociales doivent venir au secours de l'agronomie. Dans une certaine mesure la sécurité alimentaire conditionne largement l'existence des sociétés humaines et donc le renouvellement des populations. Cette étude permettra donc de mieux prendre en compte cette dimension sociale de la sécurité alimentaire trop souvent négligée au profit de la dimension approvisionnement alimentaire au Sahel.

Contraintes

Insuffisance de ressources humaines

Appui aux Programmes de Population

Ateliers et séminaires de formation en appui aux programmes et projets de population / développement (SIS, RO, Suivi-évaluation etc.)

Objectifs

- Renforcer les capacités des cadres sahéliens en matière de conception et de réalisation de recherches opérationnelles (RO) dans le domaine de la santé de la reproduction ;
- Former les cadres sahéliens à l'utilisation et à la maintenance du logiciel de gestion SIS ;
- Accroître les connaissances des cadres sahéliens en RO et SIS.

Acquis

Un atelier régional en RO et dix ateliers régionaux en SIS ont été réalisés au profit des cadres sahéliens et non sahéliens depuis 1989 date de démarrage des ateliers SIS. L'atelier régional en RO a été organisé en 1996. Ces ateliers régionaux ont permis de générer des ressources pour les fonds propres du CERPOD. En plus de ces actions, le CERPOD a largement contribué à l'intégration de ces cours à l'école supérieure de statistique et d'économie appliquée d'Abidjan.

Activités prévues

- Préparation du deuxième atelier régional en RO ;
- Préparation du onzième atelier régional en SIS.

Réalisations

Les cadres chargés de mettre en œuvre les activités ayant quitté l'INSAH, aucune réalisation n'a été enregistrée dans ce domaine.

Difficultés

Les projets qui finançaient les activités de ce volet sont tous arrivés à expiration. Des requêtes ont été introduites auprès de l'ACDI et du FNUAP et sont en cours d'approbation. Actuellement, il n'existe aucun cadre pour mettre en œuvre ces activités. Il est urgent donc d'en recruter dans les meilleurs délais.

Assistance technique aux pays en matière de Système d'Information Sanitaire (SIS) ;

Acquis

Mise en place, maintenance et appui aux systèmes d'information sanitaire (SIS) en Mauritanie, au Cap Vert, en Gambie, au Burkina Faso et au Mali ;
Développement d'un logiciel de gestion des bases de données SIS ;
Plusieurs cadres sahéliens formés à l'utilisation du logiciel de gestion des bases de données SIS ;
Mise à disposition des Etats d'équipements informatiques ;

Activités prévues

Conception d'outils d'aide à la décision ;
Organisation d'ateliers annuels de SIS ;
Missions d'appui et de maintenance des SIS des pays ;

Finalisation du guide d'auto-évaluation en santé de la reproduction (SR) ;
Validation du guide pour le système national de santé du Mali ;
Production d'un atlas sur les indicateurs socio-sanitaires.

Réalisations

Le guide d'auto-évaluation en SR a été finalisé et validé en 2000.

Une liste d'une douzaine d'indicateurs socio-sanitaires a été proposée pour la production de l'atlas et des données socio-démographiques ont été collectées dans certains pays membres du CILSS.

Difficultés

La mise en œuvre des activités de ce volet connaît de graves difficultés en raison de l'insuffisance de ressources et de personnel. En effet, l'uopp ne compte actuellement qu'un seul cadre, chef de l'unité, alors qu'il faut au minimum trois cadres supplémentaires pour mener à bien toutes les activités (un spécialiste en SIS et RO), un informaticien, un assistant de programme et une secrétaire). Actuellement aucune activité n'est mise en œuvre dans ce volet en raison du manque de ressources lié à l'arrêt des différents projets qui financent les activités. La requête introduite auprès du FNUAP est en cours d'approbation à New York.

IL est urgent de prendre toutes les dispositions utiles afin de renforcer cette unité opérationnelle en personnel qualifié afin que toutes les activités soient exécutées comme prévu..

Assistance technique aux structures nationales chargées de la promotion féminine et de la jeunesse ;

Objectifs

Appuyer les structures nationales chargées de la promotion de la femme et de la jeunesse dans la conception, la révision, l'actualisation et l'opérationnalisation de leurs politiques et stratégies d'action spécifiques conformément aux contenus et aux orientations des programmes d'action de Ouagadougou, de la CIPD et de Pékin. La Déclaration de Ouagadougou invite vivement le CILSS à étendre son champ de travail à la Jeunesse et à la promotion féminine(dimension genre).

Activités prévues

- Missions d'assistance technique aux structures concernées ;
- Etudes et Recherches en appui aux différentes politiques de promotion féminine et de la jeunesse.

Appui aux structures nationales chargées de lutte contre la pauvreté

Objectifs

Apporter une assistance technique aux structures nationales chargées de lutte contre la pauvreté au Sahel et réaliser des études et des recherches pour venir en appui au développement des politiques et stratégies nationales de lutte contre la pauvreté dans les pays.

Activités prévues

- Missions d'appui aux pays
- Etudes sur les interactions populations/pauvreté dans le contexte Sahélien ;
- Formation et sensibilisation sur les méthodes d'intégration des facteurs démographiques dans les politiques et stratégies de lutte contre la pauvreté au sahel.

Contraintes

Insuffisance de ressources humaines

Recherches opérationnelles en appui aux programmes de SR ;

L'analyse situationnelle est une approche permettant de décrire l'état d'un programme de santé dans l'environnement des points de prestation de services. Elle s'intéresse essentiellement à l'offre de services, la demande étant plutôt étudiée dans les enquêtes de type CAP.

Objectifs

- Améliorer la couverture et la qualité des services de SR/PF par la mise à disposition d'informations pertinentes relatives à la gestion des programmes et projets de santé au Sahel .
- Déterminer le profil ainsi que les connaissances, attitudes et pratiques des clientes de SR/PF;
- Evaluer le fonctionnement, la performance et la qualité des services de planification familiale;
- Tester l'applicabilité de la méthodologie à la DBC et fournir au projet des données de base nécessaires au suivi et à l'évaluation des activités.

Activités prévues

- Réalisation à la demande d'études d'analyse situationnelle aux niveaux public, privé et ONGs.
- Formation en méthodologie d'analyse situationnelle des services de SR.

Poursuite des actions de plaidoyer en vue de la mobilisation des ressources en faveur des secteurs sociaux au Sahel ;

Objectifs

Promouvoir la mobilisation des ressources internes et externes en faveur des secteurs sociaux au sahel.

Acquis

Dans le cadre du suivi des résolutions du sommet mondial sur le développement social et en application des recommandations des programmes d'action de Ouagadougou et la CIPD, une rencontre régionale des secrétaires généraux des ministères chargés du plan, du budget, de la santé et la communication des neuf pays membres du CILSS a été organisée par le CERPOD à Dakar en octobre 1999 pour promouvoir la mobilisation des ressources internes et externes en faveur des secteurs sociaux au

Sahel. A l'issue de la rencontre, les pays membres du CILSS se sont engagés à consacrer davantage de ressources aux secteurs sociaux et à soutenir toutes les mesures visant à lutter contre la pauvreté et la faim au Sahel.

Activités prévues

- Organisation de sessions de plaidoyer sur la mobilisation des ressources ;
- Visites de sensibilisation et de motivation des partenaires à intervenir dans le financement des secteurs sociaux au Sahel ;
- Soutien aux différents Réseaux (Parlementaires, ONGs, Journalistes, REFESA, etc) pour qu'ils mènent des actions de plaidoyer spécifiques.

4.6. R1 : CATALOGUE DES ACTIVITES, PLAN D'OPERATION 2003-2007

DOMAINES / Lignes d'intervention/ Principales activités	2003	2004	2005	2006	2007	Coûts (1000f)
R1 : DEVELOPPEMENT HUMAIN DURABLE						
Les enfants et les jeunes						
L'accès des jeunes à l'emploi.	*	*	*			
Enquête sur la dynamique familiale et la scolarisation des enfants			*	*	*	
Genre et développement						
Etude sur les rapports hommes / femmes dans le développement rural au Sahel.	*	*	*			
Sécurité alimentaire, Santé et Nutrition						
Etude sur les déterminants socio-économiques de l'état nutritionnel des enfants (Observatoire Kolondiéba)	*	*	*			
Observatoire	*	*	*	*	*	
Innovation en Santé de la Reproduction des Adolescents (ISRA)	*	*				
Etudes sur migrations et sida.	*	*	*			
Suivi et évaluation des programmes de lutte contre le sida	*	*	*	*	*	
Emission de plomb et santé maternelle et infantile	*	*	*	*	*	
Applications du Modèle Population, Environnement, Développement et Agriculture en Afrique (PEDA)		*	*	*		
R2 : POPULATION ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES						
Aménagement équilibré et harmonieux du territoire						
Migrations, Politiques d'aménagement et décentralisation	*	*	*			
Etude sur Insertion, environnement et planification urbaine	*	*	*	*	*	
Enjeux et défis de l'urbanisation	*	*	*	*	*	
L'habitat	*	*				
Analyse spatiale de la pauvreté et ciblage géographique de programmes de lutte	*	*	*	*	*	
Système de vie des ménages, pauvreté urbaine			*	*	*	
Gestion durable des ressources naturelles						
Dynamique démographiques et dégradation de l'environnement local	*	*	*	*	*	
Développement des capacités						
Poursuite du développement d'applications du modèle SPECTRUM de plaidoyer et sensibilisation	*	*	*	*	*	
Développement d'un système d'informations statistiques sociales	*	*	*	*	*	
Formation en modélisation	*	*	*	*	*	
Formation en recherche qualitative	*	*	*			

4.7.R2 : CATALOGUE DES ACTIVITES, PLAN D'OPERATION 2003-2007

Objectifs/Résultats/Activités	2003	2004	2005	2006	2007	Coûts (1000f)
Résultat : R2 : “ Les institutions sont renforcées en Population et Développement” ;						
11. Formation académique	*	*	*	*	*	
12. Séminaires et ateliers	*	*	*	*	*	
13. Appui à la formation en traitement et conservation des données d'enquêtes et de recensement des institutions nationales de statistique et de démographie	*	*				
14. Appui informatique aux niveaux national et régional (maintenance matériel et logiciels)	*	*	*	*	*	
15. Appui à la mise en place et au développement de banques de données aux niveaux national et régional :	*	*	*	*	*	
16. Appui au développement et à l'utilisation des outils d'aide à la décision : Land Use :Land Cover; SISEI ; SIG	*	*	*	*	*	
17. Appui aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) :	*	*	*	*	*	
18. Informatisation des centres de documentation	*	*	*	*	*	
19. Appui au réseau de dissémination des résultats de recherche	*	*	*	*	*	
20. Renforcer la section documentation de l'INSAH	*	*	*	*	*	
21. Coopération documentation INSAH/Etats	*	*	*	*	*	
Publications	*	*	*	*	*	
22. 13. Activités de promotion et de relations publiques	*	*	*	*	*	
23. Dissémination/ Réseaux des journalistes en population	*	*	*	*	*	
15. Vulgarisation	*	*	*	*	*	
16. Traduction/interprétation	*	*	*	*	*	

4.8. R3 : CATALOGUE DES ACTIVITES, PLAN D'OPERATION 2003-2007

Objectifs/Résultats/Activités	2003	2004	2005	2006	2007	Coûts (1000f)
Résultat : R3 : " Les processus de mise en œuvre et de suivi- évaluation des programmes et politiques de population et de développement durable sont appuyés et renforcés aux niveaux national et sous-régional. "						
11. Suivi des Programmes d'Action de Ouagadougou et de la CIPD ;	*	*	*	*	*	
12. Appui aux politiques de population	*	*	*	*	*	
2.1.Révision et actualisation de politiques de population existantes;						
2.2. Formulation, adoption et opérationnalisation d'une Déclaration de politique de population (DPP) en Guinée Bissau	*					
3.Appui aux politiques et stratégies nationales de lutte contre la pauvreté.	*	*	*	*	*	
4.Appui aux Réseaux des Femmes Sahéliennes(REFESA)	*	*	*	*	*	
5. Etudes et recherches en appui aux politiques nationales de population	*	*	*	*	*	
6.Ateliers et séminaires de formation en appui aux programmes et projets de population / développement (SIS, RO, Suivi-évaluation etc.)	*	*	*	*	*	
7.Assistance technique en matière de Système d'Information Sanitaire (SIS) ;	*	*	*	*	*	
8.Recherches opérationnelles en appui aux programmes de SR	*	*	*	*	*	
9.Plaidoyer en vue de la mobilisation des ressources en faveur des secteurs sociaux	*	*	*	*	*	
10.Assistance technique aux structures nationales chargées de la promotion féminine	*	*	*	*	*	
11.Assistance technique aux structures nationales chargées de la promotion de la jeunesse	*	*	*	*	*	

4.9. M : CATALOGUE DES ACTIVITES, PLAN D'OPERATION 2003-2007

	2003	2004	2005	2006	2007	Coûts (1000f)
M1. PLANIFICATION						
1. Mise à jour du plan (Appui aux pays)	*	*	*	*	*	
2. .Organisation et tenue retraite	*	*	*	*	*	
3. Organisation et tenue CTG	*	*	*	*	*	
M2. ORGANISATION						
4. Suivi Gestion du personnel	*	*	*	*	*	
5. Suivi Comptabilité / Finance	*	*	*	*	*	
6. Suivi Gestion administrative et logistique	*	*	*	*	*	
M3. COORDINATION / COMMUNICATION						
7. Participation Conseils de Direction	*	*	*	*	*	
8. Plaidoyer dans les pays en Pop.	*		*		*	
9. Tournées auprès des Partenaires		*		*		
10. Instances du CILSS	*	*	*	*	*	
M4. SUIVI / EVALUATION						
11. Réunions internes	*	*	*	*	*	
12. Supervision Rapports trimestriels	*	*	*	*	*	
13. Synthèse rapports semestriels	*	*	*	*	*	
14. Synthèse Rapport annuel	*	*	*	*	*	

4.10. Besoins de financement 2003-2007						
COMPOSANTES	2 003	2 004	2 005	2 006	2 007	TOTAUX
MAJEURES						
Les enfants et les jeunes	71 015 494	71 015 494	112 699 945	71 015 494	19 253 573	375 000 000
Genre et Developpement	223 510 250	247 440 250	247 440 250	223 510 250	223 510 250	1 165 411 250
Securite alimentaire,Sante et N	248 691 120	233 244 788	248 691 120	233 244 788	233 244 788	1 197 116 604
Amenagement Territoire	73 240 000	76 440 000	258 380 000	78 470 000	78 470 000	565 000 000
Gestion Ressources Nat	157 500 000	349 250 000	137 000 000	115 675 000	115 675 000	875 100 000
s/ total	773 956 864	977 390 532	1 004 211 315	721 915 532	670 153 611	4 177 627 854
Formation academique	345 000 000	385 000 000	385 000 000	345 000 000	345 000 000	1 805 000 000
Informatique	132 079 480	138 683 454	138 683 454	132 079 480	132 079 480	673 605 348
Documentation	102 900 000	96 300 000	102 900 000	96 300 000	96 300 000	494 700 000
Information / Vulgarisation	103 246 829	108 409 170	108 409 170	103 246 829	103 246 829	526 558 826
Management	72 271 004	75 884 555	75 884 555	72 271 004	72 271 004	368 582 122
s/ total	755 497 313	804 277 179	810 877 179	748 897 313	748 897 313	3 868 446 297
Appui aux Programmes de Pop	102 000 000	102 000 000	102 000 000	102 000 000	102 000 000	510 000 000
Appui aux Politiques de Pop	222 288 431	233 402 853	233 402 853	222 288 431	222 288 431	1 133 671 000
Recherches Appliquees/Ope.	85 000 000	85 000 000	85 000 000	85 000 000	85 000 000	425 000 000
Ateliers et Seminaires	30 000 000	40 000 000	40 000 000	30 000 000	30 000 000	170 000 000
Participation Conf. internationa	25 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000	125 000 000
s/ total	464 288 431	485 402 853	485 402 853	464 288 431	464 288 431	2 363 671 000
Total general	1 993 742 609	2 267 070 564	2 300 491 347	1 935 101 277	1 883 339 356	10 409 745 151

5. Modalités de mise en œuvre

5.1. Aspects techniques

Malgré l'adoption d'un statut unique du personnel CILSS, le mouvement amorcé avant, de départ du personnel de l'INSAH s'est plutôt amplifié. Ceci s'explique en grande partie par le caractère non motivant du statut. En vue de donner beaucoup plus de chance à l'exécution satisfaisante du plan 2003-2007, il s'avère absolument nécessaire de trouver des mécanismes de motivation de maintien du personnel plus méritant pour la durée d'exécution du plan.

Par ailleurs, la stratégie d'utilisation des consultants sahéliens devra être constamment améliorée et mise en œuvre pour éviter les problèmes rencontrés dans le passé (travaux non rendus dans les délais, profil inapproprié des consultants, etc.). De la même manière, le partenariat avec les institutions nationales devra être renforcé tout en veillant au respect des engagements des uns et des autres.

5.2 Aspects organisationnels

La structuration des Programmes Majeurs sur la base des résultats à atteindre a présenté un avantage concernant le suivi et l'évaluation des effets et des impacts des activités. Toutefois, une telle structuration n'a pas été de nature à favoriser la synergie à l'intérieur des Programmes Majeurs et entre ceux-ci. Si le principe de complémentarité a été évident et appliqué entre les unités opérationnelles, ce principe a été difficilement appliqué entre les agents d'une même unité dans la mesure où par spécialité, il a été rarement recruté plus d'un professionnel. Pour l'application efficace de ce principe dans l'exécution du présent plan, il sera nécessaire de disposer au moins de 2 cadres par spécialité ou ligne d'intervention.

5.3 Aspects financiers

L'élaboration du plan 2003-2007 et sa mise en œuvre se place dans le contexte de l'opérationnalisation du cadre stratégique de sécurité alimentaire dans une perspective de lutte contre la pauvreté. La recherche de financement du plan devra donc épouser les mécanismes de mobilisation de ressources de la mise en œuvre du cadre stratégique. Toutefois en attendant la mise en œuvre de ce processus, le plan d'opération 2002 devra être financé par le truchement des mécanismes habituels convenus entre le CILSS et ses partenaires traditionnels, qui sont pour le programme majeur population développement, l'USAID, l'ACDI et le FNUAP. Concernant ce dernier partenaire, son appui s'est arrêté en 1999. Les négociations entamées en vue de la reprise de l'appui en 2001 n'ont pas encore abouti. De même, les pays membres du CILSS doivent, en application de la déclaration des Ministres en charge des questions de population faite à Ouagadougou en 1997, utiliser davantage le CERPOD comme l'agence d'exécution privilégiée en matière de population, chaque fois que l'exécution par le CERPOD présente plus d'avantage comparatif.

Dans cette perspective, la politique de génération de ressources, domaine dans lequel le CERPOD a accumulé une solide expérience, doit être poursuivie et encouragée.

Aux fins d'une plus grande efficacité dans le fonctionnement et la recherche de financement des Programmes Majeurs, une large autonomie doit leur être accordée.

L'autre dimension des aspects financiers réside dans la prise en charge de la coordination du Programme Majeur et des coûts de fonctionnement communs aux Programmes Majeurs des sites. A cet égard, il faudrait arriver à un budget des services communs financé par les bailleurs de fonds.

6. ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS

L'organisation du Programme Majeur autour de trois axes principaux reste toujours pertinente.

L'actuel plan devra capitaliser les acquis de l'investissement initial et devra mettre l'accent sur le renforcement institutionnel et le développement des capacités d'une clientèle en mesure d'influencer les politiques et programmes d'action en population/ développement adaptés au cadre stratégique de sécurité alimentaire dans une perspective de lutte contre la pauvreté.

Pour ce faire, le plan mettra en œuvre des activités de :

- Recherche- actions en Développement humain durable;
- Recherche – actions en Population et Environnement ainsi qu'en Renforcement institutionnel et de compétences en Population et Développement;
- Appui technique aux Politiques et Programmes de Population;

Il s'agira en somme de promouvoir les analyses des variables démo – économiques et écologiques propres au contexte sahélien et leur intégration dans les politiques et programmes de développement. Les activités du plan seront regroupées dans les domaines d'interventions suivants :

Domaines d'interventions

Au titre du Résultat 1 : Recherche actions en développement humain

- Les enfants et les jeunes
- Genre et développement
- Sécurité alimentaire, Santé et Nutrition

Au titre du Résultat 2 : Recherche en population et ressources naturelles

- Aménagement équilibré et harmonieux du territoire
- Enjeux et défis de l'urbanisation
- Gestion durable des ressources naturelles
- Développement des capacités

Au titre du Résultat 2 : Renforcement institutionnel

- Formation
- Informatique
- Documentation
- Information / vulgarisation / communication
- Traduction / interprétation.

Au titre du Résultat 3: Appui en Politiques et Programmes de population

- Appui aux politiques de population (élaboration, mise en œuvre, suivi et évaluation, révision, plaidoyer auprès des acteurs, implication de la société civile);
- Appui aux programmes de population (gestion, études et recherches opérationnelles).

Autour de la Direction du Programme Majeur, trois Unités Opérationnelles se chargeront de la réalisation des trois résultats du plan.

L'Unité Opérationnelle " Recherche en Population -Développement humain" (UORDH) est chargée de R1 ;

L'Unité Opérationnelle " Renforcement Institutionnel et de Compétences " (UORIC) est chargée de R2 ;

L'Unité Opérationnelle " Politiques et Programmes de Population - Développement " (UOPPP) est chargée de R3.

La fonction de formation bien qu'étant transversale sera confiée à l'UORIC, ce qui entraîne une difficulté de suivi et évaluation ainsi que de planification de la fonction, dans la mesure où chaque unité est comptable des activités qui lui sont confiées.

Au sein de chaque unité les domaines seront confiés à des Chargés du domaine spécifié qui reporteront au Chef d'Unité Opérationnelle. Le reste du personnel du domaine reportera au Chargé du domaine.

La Direction du Programme Majeur est chargée de la coordination d'ensemble du plan qui est bien définie par les activités de management. Les Chefs d'Unités Opérationnelles reporteront au Responsable du Programme Majeur, qui à son tour reportera au Directeur Général de l'Institut du Sahel.

Comme dans le précédent plan triennal, les Programmes Majeurs devront bénéficier d'une grande autonomie de gestion de leurs activités.